

MÉMOIRE PARTIE 1- Rechorégraphier la culture - Vers une politique culturelle équitable pour Montréal (2025-2030)

Rechorégraphier la culture :

Vers une politique culturelle équitable pour Montréal (2025-2030)

James Oscar (citoyen, chercheur, commissaire d'art)

Introduction et objectif de l'étude.

Ce document lance un appel convaincant à une transformation du cadre de la politique culturelle de Montréal, en insistant sur une compréhension plus profonde et inclusive de la culture. Il critique l'approche actuelle, qui réduit souvent la culture à un simple atout économique ou un outil touristique, plaidant plutôt pour des politiques qui respectent la culture comme une expérience vécue complexe, notamment pour les communautés marginalisées, pour lesquelles l'expression culturelle est essentielle à la résilience, à la fierté et à la continuité historique. Plutôt que de commodifier les pratiques culturelles, le document souligne que les politiques montréalaises doivent reconnaître la culture comme une partie intrinsèque de la vie communautaire, englobant les pratiques, croyances et rituels diversifiés qui donnent un sens et une identité à toutes les communautés de la ville.

Au cœur de cette critique réside l'argument selon lequel les politiques culturelles doivent éviter de promouvoir un récit culturel unique et uniforme, aligné principalement sur les valeurs culturelles majoritaires ou dominantes. Comme l'a observé Edward Said dans *Culture and Imperialism*, « la culture peut même être un champ de bataille où des causes s'exposent à la lumière du jour et s'affrontent. » Dans cette optique, le document soutient que la culture doit être comprise comme un espace partagé mais contesté, où toutes les communautés, en particulier celles historiquement marginalisées, ont le droit de se représenter authentiquement. Ne pas reconnaître cela risque de transformer la culture en un outil d'exclusion, où les perspectives dominantes sont célébrées au détriment de celles des groupes marginalisés.

Le document met en avant la nécessité d'une représentation accrue des minorités visibles dans la gouvernance culturelle, proposant que cette inclusion est essentielle non seulement pour des raisons d'équité, mais aussi pour garantir que Montréal reste une ville dynamique et vibrante, où des perspectives diversifiées façonnent les politiques culturelles. En plaçant les communautés minoritaires au premier plan de la prise de décision, Montréal peut créer un secteur culturel non seulement inclusif, mais également plus représentatif de l'ensemble des identités et histoires de la ville.

En fin de compte, le document appelle Montréal à adopter une politique culturelle affinée, tout en promouvant un modèle de gouvernance qui valorise la diversité et l'inclusion comme des principes centraux, ainsi que les rôles distincts de la culture et de la créativité, en reconnaissant leurs significations contestées et non simplement neutres. Cette approche permettra au secteur culturel de la ville de prospérer en tant qu'espace d'expression artistique et sociale authentique,

embrassant la richesse inhérente des nombreuses voix montréalaises et permettant à tous les résidents de participer activement à la définition de leur avenir culturel.

Le document propose également une analyse critique du cadre des politiques culturelles de Montréal, en examinant l'usage fréquent des termes « créativité » et « culture » comme synonymes. Depuis la première rédaction de sa politique culturelle en 2005, ce texte révèle certains des biais implicites accumulés au fil du temps, appelant à une réflexion plus nuancée sur la signification de la culture du point de vue des communautés non majoritaires. Il suggère que ces biais ont contribué à l'instrumentalisation de la culture, en la positionnant principalement pour atteindre quatre objectifs : la régénération urbaine, l'amélioration de la diversité sociale, le développement économique et le rayonnement international de la ville. La tendance de la politique à fusionner créativité et culture sans définitions claires entraîne un récit qui les aligne sur des objectifs économiques et sociaux, plutôt que d'aborder leur valeur culturelle intrinsèque. Le document appelle à une approche plus nuancée, qui respecte la complexité des pratiques culturelles et évite de les réduire à de simples actifs économiques.

Le document propose une analyse critique ciblée de certaines sections de la politique culturelle actuelle, en les examinant à travers les divers cadres analytiques établis dans cette étude.

Une rechorégraphie de la culture pourrait remédier à ces inégalités en centrant les politiques culturelles sur l'inclusivité, l'équité et la valeur intrinsèque des pratiques culturelles diversifiées. Cela nécessite de démanteler les structures de contrôle qui régissent les récits culturels et de passer d'une approche axée sur le marché à une approche qui favorise l'imagination partagée, le dialogue et le développement culturel communautaire. En plaçant les voix historiquement exclues au cœur de la gouvernance et de la prise de décision culturelles, Montréal pourrait créer un écosystème culturel vibrant et équitable qui reflète véritablement la diversité de la ville. Une telle rechorégraphie enrichirait non seulement le tissu culturel, mais contribuerait également à la cohésion sociale et à la résilience, faisant de la culture un véritable outil d'émancipation collective plutôt qu'un mécanisme de stratification économique.

Ce document cherche à proposer des pistes de réflexion et des solutions en vue de nouvelles chorégraphies équitables.

Distinction conceptuelle entre culture et créativité : définition de la culture et de ses complexités

La culture ne doit pas être comprise uniquement comme un atout économique ou une simple collection d'artefacts, mais comme un tissu complexe de pratiques quotidiennes, de croyances, de rituels et d'expressions qui façonnent l'identité des communautés et leur avenir. Pour les communautés marginalisées, la culture représente souvent une ressource essentielle pour assurer et préserver leur avenir, plutôt qu'un bien susceptible d'être commodifié ou mis sur le marché. Par conséquent, toute politique culturelle doit reconnaître et honorer la diversité des expressions culturelles, en particulier celles qui ne se conforment pas aux valeurs dominantes dictées par le marché. C'est pourquoi, l'une des recommandations majeures de ce document est que ces communautés "autres" ne doivent pas simplement être "incluses" ou devenir de simples "partenaires," mais doivent occuper une place centrale dans les mécanismes de prise de décision culturelle liés aux instances officielles de gouvernance.

Dans de nombreux cas, l'idée de "culture" est étroitement liée à la fierté nationale au sein des cultures et des groupes dominants, où la promotion d'un récit culturel unique et unifié peut, de manière involontaire, éclipser ou marginaliser les expressions des communautés minoritaires. Comme l'argumente Edward Said dans *Culture et impérialisme*, « la culture peut même être un champ de bataille où des causes s'exposent à la lumière du jour et s'affrontent. » Cette réflexion met en lumière les façons dont les récits culturels peuvent à la fois refléter et renforcer les dynamiques de pouvoir, en priorisant souvent les valeurs et les identités de la majorité au détriment des autres.

Cette analyse souligne également que les récits culturels sont bien plus que de simples reflets d'identité; ce sont des outils de pouvoir qui renforcent les valeurs majoritaires, parfois au détriment des communautés marginalisées.

Dans l'analyse de Said, la culture sert à la fois de source d'identité et de lieu de contestation politique et idéologique – un "théâtre où diverses causes politiques et idéologiques se confrontent." Au sein des cultures dominantes, la culture peut fonctionner comme une "enveloppe protectrice" pour la fierté nationale et l'identité, agissant comme un filtre qui isole

"notre culture" de "la leur" et définissant souvent "le meilleur" comme le domaine exclusif de la majorité (Said, 1993).

Cette focalisation étroite peut transformer la culture en une force d'exclusion qui rejette d'autres perspectives comme étant inférieures ou secondaires.

Pour les communautés marginalisées, la culture représente bien plus qu'une simple expression symbolique ; elle constitue une source essentielle de résilience, de fierté et de continuité historique. Ces communautés interagissent avec la culture non pas comme un produit à emballer ou à commercialiser, mais comme une expérience vécue imprégnée d'une profonde signification sociale et politique. La culture devient souvent, comme le note Edward Said, un « champ de bataille de l'identité et de la survie », où les groupes marginalisés travaillent à reprendre leur pouvoir d'action, préserver leur patrimoine et affirmer leur présence au sein des récits culturels dominants.

Pour créer une compréhension véritablement inclusive de la culture, nous devons donc la reconnaître à la fois comme un médium partagé et un espace contesté—un espace qui honore la diversité des histoires, des valeurs et des enjeux des communautés dans la représentation culturelle. Cette vision élargie exige que nous affrontions les façons dont les récits culturels ont historiquement exclu et marginalisé, garantissant que chaque communauté ait une place équitable dans le paysage culturel.

Il devient évident qu'il est absolument crucial de connaître les paramètres des définitions de la culture dans les contextes politiques et sociaux. En appréciant les implications plus larges de l'identité culturelle et l'ampleur des enjeux qu'elle comporte—en particulier pour les communautés dont les histoires ont été effacées ou, au mieux, marginalisées—nous devons travailler à des compréhensions inclusives et équitables de la culture qui honorent les intérêts divers au sein d'une société. Ainsi, nous pouvons tendre vers des compréhensions plus inclusives qui reconnaissent les complexités des identités diverses.

Par ailleurs, il est essentiel de clarifier ce que nous entendons par « culture » ; laisser ce concept dans le vague peut être une manière de contrôler le récit. En maintenant le concept ambigu, les groupes dominants peuvent, consciemment ou inconsciemment, façonner ses interprétations pour qu'elles servent leurs intérêts, marginalisant parfois les urgences propres des communautés minoritaires dans le processus. Définir explicitement la culture permet un discours transparent et inclusif qui respecte la diversité au sein de la société.

Il est impératif de définir clairement ce que nous entendons par « culture » ; laisser sa signification dans le vague peut être un moyen de contrôler le récit. En maintenant le concept de « culture » ambigu, les groupes dominants peuvent implicitement façonner ses interprétations selon leurs propres intérêts, marginalisant ainsi les expressions et les identités des groupes minoritaires. Avoir des délibérations appropriées sur ce que nous entendons par « culture » de manière explicite permet un discours transparent et inclusif, qui reconnaît et respecte la diversité essentielle au sein de la société.

Comme le note Raymond Williams dans *Keywords: A Vocabulary of Culture and Society*, la culture est l'un des mots les plus complexes de la langue anglaise, précisément parce qu'elle englobe un large éventail d'activités humaines, de croyances et de pratiques sociales qui diffèrent d'une communauté à l'autre. Williams soutient que le fait de ne pas clarifier la signification de la culture permet à certaines valeurs de devenir des normes implicites, façonnant les perceptions de manière à exclure ou à sous-évaluer les expressions culturelles alternatives (Williams, 1976).

Définir la créativité à l'ère contemporaine

Introduire la notion de « créativité incessante » telle que définie par Andreas Reckwitz, et montrer comment elle reflète les exigences néolibérales qui peuvent marginaliser la valeur intrinsèque de l'expression créative.

Andreas Reckwitz caractérise notre époque comme saturée par un « dispositif » omniprésent de « créativité » et de « culture », marqué par une « créativité incessante » opérant comme une attente constante. Selon Reckwitz, cet ethos implacable d'« être créatif » en toutes circonstances – que ce soit dans l'art, les affaires, la politique ou l'expression personnelle – s'est étendu de manière continue, alimenté par le néolibéralisme et le capitalisme tardif. Cet ethos promeut un spectacle de créativité, où l'innovation est recherchée à tout prix, et où l'expression créative peut justifier une variété de pratiques, parfois au détriment de considérations éthiques ou substantielles.

Le concept actuel de créativité, selon Reckwitz et d'autres auteurs, s'est transformé en une force incessante qui infiltre tous les aspects de la vie. Cette exigence pousse chacun à être constamment créatif, novateur, à se réaliser, à maximiser son efficacité et à être économiquement productif. Ce qui était autrefois une forme vénérée de savoir-faire et d'unicité a maintenant été projeté dans la lumière crue du spectacle, exigeant une réinvention constante et une quête de l'attention. La « créativité incessante » est devenue un véhicule pouvant justifier des actions souvent dénuées de profondeur, tant qu'elles s'inscrivent dans les paramètres de l'appropriation capitaliste de ce que signifie vivre sa « créativité ».

Cette conceptualisation de la créativité imprègne chaque aspect de notre vie quotidienne, car les individus sont désormais censés incarner le rôle de l'« être créatif » : des modes d'efficacité et de productivité sont associés à cette créativité, érigée en une sorte de saint autel capitaliste. Cela pousse beaucoup à poursuivre le sensationnel et l'avant-garde, intégrés dans la vie quotidienne, promettant nouveauté et réalisation facile de soi. Cette « créativité incessante », sans limites raisonnables (non pas une censure mais une attention aux réalités mentales ou physiques dommageables), aurait conduit à des pratiques qui, sous le couvert de la « créativité » ou de la « culture », peuvent s'avérer nuisibles. Cet ethos centré sur la créativité s'est inscrit dans la vie contemporaine, influençant notre perception de ce qui est valable, significatif ou désirable.

L'instrumentalisation de la culture et de la créativité dans les objectifs politiques La culture et la créativité comme actifs économiques

La « créativité » et la « culture » – leur interaction dans les sphères contemporaines – croisent nécessairement les structures de pouvoir qui influencent l’expression culturelle et la gouvernance. Ce qui peut en découler, ce sont des processus d’acculturation (adoption d’aspects d’une culture dominante) ou d’enculturation (assimilation progressive dans une culture), reflétant les équilibres historiques de pouvoir. La manière dont les notions de « créativité » et de « culture » sont déployées dans les sphères gouvernementales et corporatives peut renforcer des déséquilibres, en particulier dans des concepts controversés comme la « classe créative » ou la « ville créative ». Ces idées, comme l’a abondamment documenté une prolifération de littérature, lorsqu’elles sont promues comme stratégies de développement économique, tendent à masquer les bénéfices inégalement répartis et les dommages potentiels pour les communautés marginalisées ou les populations non élitistes et moins favorisées. Ces approches prolongent souvent l’héritage de la domination culturelle imposée par les histoires coloniales.

En résumé, la conception moderne de la créativité comme une obsession frénétique sous l’égide des forces économiques exige un examen critique de son impact sur les politiques culturelles. Il est impératif que la créativité et la culture soient encadrées de manière inclusive, en honorant les identités et les valeurs diverses de toutes les communautés.

Le contexte historique de la culture et de la créativité

L’évolution de la culture : du nationalisme à la complexité moderne

Dans le contexte historique, Raymond Williams a observé que, au 15^e siècle, le terme « culture » désignait la culture de plantes ou d’animaux – un acte de soin et de croissance. Au 16^e siècle, « culture » signifiait une élévation du statut social – acculturation – via l’éducation et le raffinement. Au 17^e siècle, ce concept s’est imbriqué avec des notions de nationalisme, suggérant que les coutumes et les comportements sociaux étaient inhérents à un lieu de naissance. L’ère des Lumières a prolongé cette interprétation, équivalant la naissance dans certains pays à la civilisation, au droit légitime d’avoir une culture, des produits du nationalisme virulent, de la supériorité, du colonialisme et de l’impérialisme.

Aujourd’hui, la « culture » désigne un processus général de développement intellectuel et esthétique, souvent associé à la créativité et à la pratique des arts. Pourtant, les échos du passé persistent, la culture étant parfois encore perçue comme le domaine réservé de certaines nations privilégiées. Comme Williams l’a souligné, ce concept reste flou, signifiant des choses multiples et interchangeables, mais toujours avec des contextes spécifiques justifiant ses positionnements. Ce cadre historique a laissé des traces durables dans la perception actuelle de la culture, qui porte encore des biais implicites alignés sur l’héritage de certains groupes et nations jugés légitimes, avec une tendance à voir la « véritable » culture comme étant l’apanage exclusif de quelques-uns, encore aujourd’hui.

Évolution de la créativité : de l’inspiration divine à la marchandise économique

De manière similaire, Raymond Williams retrace l’évolution du concept de créativité, qui trouve son origine dans la création divine avant de devenir un terme moderne large et varié. Initialement comprise comme un acte réservé au divin, la créativité a évolué au 17^e siècle lorsque les

individus ont commencé à reconnaître leurs propres capacités génératives. Elle s'est alors associée au potentiel humain, notamment dans les arts, symbolisant l'innovation et l'originalité. Cependant, au 20^e siècle, la « créativité » s'est tellement élargie qu'elle a perdu en clarté, s'étendant au-delà de l'art traditionnel pour englober des domaines comme la publicité, la technologie et même le branding personnel.

Cette évolution a conduit à une marchandisation de la créativité dans le cadre des systèmes capitalistes, où elle est de plus en plus valorisée pour son impact économique plutôt que pour ses qualités intrinsèques. Dans la culture contemporaine, la créativité est souvent attendue dans tous les aspects de la vie, reflétant ce que Williams décrit comme une production « infinie » à travers les différents contextes. Cette application généralisée risque de diluer la signification de la créativité, la réduisant à un outil de productivité et de profit.

Vers une politique culturelle inclusive

En examinant ces trajectoires historiques des significations et usages de la culture et de la créativité, nous trouvons des bases essentielles pour repenser la manière dont nous rédigeons les politiques culturelles. Il est crucial de tenir compte de ces contextes historiques pour envisager comment certaines interprétations peuvent limiter la diversité des expressions et des points de vue. Comprendre la culture comme une réalité multifacette permet d'éviter les écueils qui pourraient survenir involontairement. De même, considérer la notion de « créativité » dans ses interprétations contemporaines nécessite une prise de conscience de sa marchandisation actuelle et l'encouragement d'une profondeur et d'un objectif dans son utilisation dans les rapports.

En somme, une politique culturelle inclusive reconnaît le poids historique de ces concepts ainsi que les implications qu'ils portent. En définissant explicitement la culture et la créativité, nous honorons les complexités accumulées par une diversité de communautés. Cela permet à ces communautés de s'engager avec ces idées d'une manière qui favorise un paysage culturel équitable et représentatif des différentes strates de la société.

Analyse de cas : le document de politique culturelle 2017-2022 de Montréal

Langage politique et ambiguïtés

Le document *2017-2022 Conjuguer créativité et culture* produit par la Ville de Montréal utilise fréquemment les termes « créativité » et « culture » de manière interchangeable, sans distinction claire, ce qui entraîne un traitement confus et superficiel des deux notions. L'accent est mis sur la « culture » en tant qu'élément de développement urbain, de croissance économique et de cohésion sociale, et non en tant qu'activité autonome sans objectif ou finalité sociétale définie – ce n'est pas « l'art pour l'art », pour ainsi dire. La « créativité » est également souvent fusionnée avec la « culture », toujours en tant que moteur économique et social, sans définitions précises des activités concernées.

Par exemple, le document déclare : « La nouvelle politique, Conjuguer créativité et expérience culturelle citoyenne à l'ère du numérique et de la diversité, s'appuie sur la capacité de la culture à être un levier puissant de cohésion sociale et de développement économique. » Ici, la «

créativité » et la « culture » sont présentées comme des forces presque synonymes, bien qu'elles portent des implications différentes : la « créativité » concerne davantage le processus et l'innovation, tandis que la « culture » englobe les traditions, l'identité et la continuité historique. En fusionnant ces termes, la politique échoue à reconnaître comment la « créativité » sert souvent des objectifs dictés par le capital, tandis que la « culture » peut incarner des valeurs communautaires, en particulier pour les groupes marginalisés.

De plus, dans des thèmes comme « entrepreneuriat culturel et créatif », la politique suggère que les deux notions ont les mêmes moyens et objectifs : la régénération économique et le développement de la « citoyenneté culturelle ». Cependant, en mettant en avant la créativité dans ce sens, elle adopte un rôle instrumental, plutôt que de favoriser la profondeur culturelle ou l'identité. Ce manque de clarté obscurcit le rôle nuancé de la « culture » en tant que source d'identité et de résilience, et celui de la créativité comme un espace ineffable de création, en particulier pour les communautés marginalisées où la citoyenneté culturelle est un champ de bataille, et non un acquis. Ces groupes la voient, comme le note Edward Said dans *Culture et impérialisme*, comme « un champ de bataille de l'identité et de la survie. »

La politique qui confond ces termes risque de privilégier une économie créative orientée vers le marché au détriment des pratiques culturelles uniques et non commerciales qui contribuent à la diversité de Montréal, laissant peu de place au rôle de la culture dans l'identité sociale et politique au-delà des métriques économiques.

Observations supplémentaires sur le document de politique 2017-2022 :

Dans chaque cas, le langage du document positionne la créativité et la culture comme des moyens d'atteindre des objectifs politiques plus larges, plutôt que comme des notions intrinsèques et variées. Cette approche risque de diluer la valeur de la culture et de la créativité en les encadrant principalement comme des ressources pour des objectifs urbains, économiques ou diplomatiques, limitant ainsi l'espace pour comprendre l'art ou la culture comme des fins en soi.

Régénération urbaine : comment la politique utilise les quartiers culturels pour le renouvellement urbain, liant la culture aux indicateurs économiques plutôt qu'à l'identité communautaire

La politique met l'accent sur la créativité et la culture comme des outils de revitalisation urbaine, en particulier à travers le développement de « quartiers culturels » pour améliorer les espaces publics. Par exemple, le document indique que les quartiers culturels sont promus pour renforcer la « vitalité sociale et économique » de Montréal en intégrant les activités culturelles à la vie publique, avec pour objectif de créer un environnement urbain plus dynamique. La culture et la créativité sont donc exploitées non pas comme des valeurs intrinsèques, mais comme des atouts stratégiques pour remodeler les quartiers et renforcer l'attrait civique (2017-2022_cultural_deve...).

La diversité comme atout stratégique : comment les expressions culturelles diverses sont utilisées pour promouvoir l'inclusivité mais risquent de ne pas représenter une véritable identité culturelle

Moteur de diversité gouvernementale

Dans les objectifs de diversité et d'inclusion, la créativité et la culture sont présentées comme des mécanismes favorisant l'inclusion sociale et l'équité. La politique encourage la représentation des expressions culturelles diverses et des entreprises créatives comme des véhicules pour « vivre ensemble ». Cependant, cette approche fusionne le patrimoine culturel avec l'entrepreneuriat créatif, traitant les deux comme des instruments pour répondre aux objectifs de diversité du gouvernement, plutôt que de reconnaître le rôle de la culture dans l'identité et la continuité des communautés (2017-2022_cultural_deve...).

Accent sur le développement économique : cadrer la culture et la créativité comme moteurs de la production économique

Le document considère à la fois la créativité et la culture comme des moteurs économiques, en mettant l'accent sur leur potentiel à créer des emplois et à attirer des investissements. Par exemple, les industries culturelles de Montréal, qui englobent le design, les arts numériques et la musique, sont saluées pour leurs contributions économiques significatives, avec la créativité souvent réduite à un outil commercial soutenant le « leadership économique » de Montréal. Ici, la créativité est alignée sur l'entrepreneuriat, et présentée comme un catalyseur de succès commercial, plutôt que comme un vecteur d'innovation artistique (2017-2022_cultural_deve...).

Positionnement international et diplomatie culturelle : la créativité et la culture comme outils de « soft power »

La créativité et la culture sont traitées comme des ressources de « soft power » pour promouvoir Montréal à l'international. La politique souligne l'objectif de positionner Montréal comme une « métropole culturelle » en renforçant la reconnaissance internationale de ses atouts culturels. Dans ce contexte, créativité et culture sont confondues comme des instruments de diplomatie et de branding, promouvant une vision unifiée de Montréal en tant que leader dans le paysage culturel mondial. L'accent mis sur la « créativité numérique » comme un créneau d'excellence destiné à attirer des talents internationaux instrumentalise davantage ces deux termes pour le branding et le tourisme, plutôt que pour l'enrichissement culturel ou artistique (2017-2022_cultural_deve...).

Dans le document de politique - Confusions

Le document *2017-2022 Politique de développement culturel* utilise fréquemment les termes « créativité » et « culture » sans distinction claire, les fusionnant souvent en concepts interchangeables dépourvus de définitions précises. Cela engendre une ambiguïté conceptuelle et un manque de précision quant au rôle spécifique de chaque terme. Voici quelques exemples où ces termes sont utilisés de manière interchangeable :

La créativité comme développement culturel :

La politique affirme que « le milieu de vie des Montréalais est enrichi de produits culturels variés et accessibles, adaptés aux intérêts des citoyens », et vise à « une mobilité culturelle à travers Montréal », de manière à ce que « le contact avec la créativité montréalaise fasse partie de la vie quotidienne ». Ici, la « créativité » est implicitement présentée comme une expérience culturelle quotidienne, rendant les termes presque synonymes dans le contexte de l'accès public aux produits culturels (2017-2022_cultural_deve...).

La culture et la créativité comme moteurs économiques :

Le document discute du rôle de la culture et de la créativité dans le développement économique sans distinction, suggérant qu'elles agissent ensemble comme moteur de croissance économique. Par exemple, il déclare : « La culture est un levier important du développement économique durable » et soutient la « créativité artistique et entrepreneuriale » pour garantir la « citoyenneté culturelle, l'accessibilité et la mobilité culturelle ». Cela traite la créativité et la culture comme des forces conjointes qui renforcent la viabilité économique sans différencier comment chacune contribue de manière unique (2017-2022_cultural_deve...).

Ressource diplomatique :

La politique présente la culture et la créativité comme des éléments renforçant l'image internationale de Montréal. Elle mentionne que la « créativité montréalaise » est centrale à son positionnement global, affirmant que la créativité et la culture combinées renforcent « la marque distinctive de Montréal comme créatrice de valeur et de fierté collective ». Cela brouille la distinction entre les deux, car l'image culturelle de Montréal et l'innovation créative sont combinées pour servir des objectifs diplomatiques (2017-2022_cultural_deve...).

Créativité et culture dans la régénération urbaine :

Lorsqu'il est question de planification urbaine et de préservation du patrimoine, le document traite la créativité et la culture comme des moteurs interchangeable de régénération urbaine. Il met en avant les « entreprises créatives, les institutions, les partenaires publics et le milieu des affaires » comme une force unifiée pour développer des espaces culturels durables, sans préciser comment la créativité pourrait servir d'outil d'innovation et la culture de vecteur de préservation ou d'identité dans ce contexte (2017-2022_cultural_deve...).

Ces exemples illustrent la tendance de la politique à confondre créativité et culture, les instrumentalisant pour atteindre des objectifs sociaux, économiques et diplomatiques plus larges. Ce manque de différenciation risque de simplifier à l'excès des processus culturels complexes et de réduire la créativité à une utilité, lui faisant perdre sa valeur potentielle en tant que quête intrinsèque et autonome.

Voici des références académiques pertinentes et des citations qui soutiennent l'analyse de la façon dont la créativité et la culture sont souvent confondues dans les documents de politique, ainsi que leur instrumentalisation dans des contextes économiques, sociaux et diplomatiques.

Cadres académiques et théoriques soutenant l'analyse - Références sur la confusion entre culture et créativité / Théorie critique sur la confusion des termes

Galloway, S., & Dunlop, S. (2007). "A Critique of Definitions of the Cultural and Creative Industries in Public Policy." *International Journal of Cultural Policy*, 13(1).

Citation : « La terminologie actuellement utilisée dans les politiques des industries créatives manque de précision et est souvent incohérente et confuse... Il serait alors intéressant d'examiner si ces ambiguïtés limitent la compréhension de la signification précise des termes tels que 'créativité' et 'culture' dans ces documents de politique et de la portée des activités susceptibles d'être privilégiées dans les rapports. »

Cette référence traite du manque de précision dans le langage des politiques, où la créativité et la culture sont fréquemment utilisées sans distinction claire, entraînant des représentations vagues et potentiellement trompeuses des deux notions.

Reckwitz, A. (2017). *The Invention of Creativity: Modern Society and the Culture of the New*. Polity Press.

Citation : « La créativité incessante est devenue omniprésente dans tous les aspects de la vie, du personnel au politique, où elle sert souvent d'idéal positif incontesté sans limites claires... pourtant, la signification de la créativité est devenue de plus en plus diffuse, façonnée par des impératifs économiques plutôt que par des motivations intrinsèques. »

Les travaux de Reckwitz examinent comment la créativité a évolué, passant d'un domaine de valeur artistique intrinsèque à un concept omniprésent, poussé par des objectifs économiques, parallèlement à la fusion des notions de créativité et de culture dans les politiques sans qualifications claires.

Oakley, K., & O'Connor, J. (2015). *The Routledge Companion to the Cultural Industries*. Routledge.

Citation : « Les industries créatives sont valorisées non seulement pour leur impact économique mais aussi comme une composante essentielle de l'identité culturelle... pourtant, cet usage double crée des tensions dans les politiques, où les frontières entre les valeurs économiques, sociales et artistiques sont souvent floues. »

Ce texte explore comment la créativité est intégrée dans les politiques culturelles pour atteindre divers objectifs, causant des tensions et des simplifications excessives lorsque les rôles économiques et culturels se chevauchent.

Références sur l'instrumentalisation de la culture et de la créativité

Landry, C., & Bianchini, F. (1995). *The Creative City. Demos*.

Citation : « Le concept de 'ville créative' promeut la transformation des espaces urbains en s'appuyant sur la créativité pour atteindre des objectifs économiques et sociaux, bien que sa mise en œuvre ait souvent privilégié l'utilité économique au détriment de la profondeur culturelle. »

Les travaux de Landry et Bianchini fournissent un contexte sur la manière dont les politiques urbaines instrumentalisent fréquemment la créativité pour le renouvellement urbain et les gains économiques, plutôt que de favoriser la créativité pour sa valeur artistique ou communautaire intrinsèque.

Pratt, A. C. (2012). "The Cultural and Creative Industries: Organisational and Spatial Challenges to Their Governance." *Cities*, 29(5).

Citation : « Les industries culturelles et créatives sont fréquemment mobilisées comme des atouts

stratégiques pour la régénération économique et le branding urbain, mais la confusion des objectifs culturels et économiques peut occulter les valeurs sociales uniques des pratiques culturelles. »

Cette analyse met en lumière comment les industries culturelles et créatives sont utilisées pour des objectifs stratégiques tout en négligeant les valeurs sociales et culturelles intrinsèques.

Sur l'ambiguïté conceptuelle et le manque de précision dans les documents de politique culturelle, et les implications pour les parties prenantes minoritaires et majoritaires :

Ces références démontrent comment un langage ambigu et des définitions imprécises dans les politiques culturelles peuvent limiter la compréhension des rôles distincts de la culture et de la créativité, renforçant parfois des dynamiques de pouvoir au détriment des communautés marginalisées.

Dans son article, *UNESCO and the Coining of Cultural Policy*, Gabriela Toledo Silva cite Murray Edelman qui, dans *Political Language and Political Reality*, affirme que :

« L'action politique consiste en la création et la dispute autour des significations, car non seulement le langage insère les individus et les mesures publiques dans des récits, mais il est également capable de maintenir ou de modifier les "inégalités établies en termes de ressources, de statut et de pouvoir". »

Edelman explore comment le langage façonne profondément la conscience politique et les comportements, soutenant qu'il construit la réalité politique au lieu de simplement la décrire. Il souligne le rôle crucial du langage politique pour refléter l'idéologie, obscurcir les vérités et influencer la perception publique des événements, des politiques et des dirigeants.

Edelman met en lumière comment les manœuvres politiques s'appuient sur la construction de significations pour justifier des actions, obtenir du soutien et contrer l'opposition, présentant le langage politique comme la réalité définitive vécue par les individus. Il discute également de la manière dont l'ambiguïté du langage politique reflète la nature contestée de la politique, les interprétations variant en fonction des perspectives et des intérêts. En outre, Edelman examine comment le langage politique est utilisé stratégiquement pour rationaliser les inégalités et maintenir les structures de pouvoir existantes, souvent déconnecté des expériences réelles des individus, servant à légitimer des régimes et à garantir l'adhésion publique aux politiques.

Ces ambiguïtés façonnent-elles des récits particuliers ou, au moins, entravent-elles une compréhension complète de l'habitat varié dans les sphères de la gouvernance urbaine ? Les incertitudes et les imprécisions ouvrent-elles un espace permettant à certaines pratiques créatives ou communautés de mieux affirmer leurs représentations et visions de la ville ?

Instrumentalisation des termes culturels et adoption de modèles dans les politiques urbaines

Ville créative et concepts de la classe créative

Avec des consultations antérieures menées par Richard Florida, initiateur de la "théorie de la classe créative" et défenseur de modèles de développement culturel tels que la "ville créative" et "l'économie créative", ainsi que des documents tels que *Montreal's Capacity for Creative Connectivity: Outlook and Opportunities* — le premier texte ayant inspiré la première politique culturelle de Montréal en 2005 — on peut observer les fruits de ce qui allait devenir les fondements de cette politique.

"Son discours sur la compétitivité, la synergie entre artistes et entreprises de haute technologie, ainsi que l'art underground, entre autres, contribue à articuler des intérêts culturels, politiques et commerciaux autour de la nécessité de construire une ville créative. Depuis, les idées de Florida, en particulier ses recherches sur Montréal, ont été citées à maintes reprises dans des discours, propositions, mémoires et documents politiques. En effet, quelques mois après le discours de Florida, la ville approuve une ébauche de sa première politique de développement culturel, marquant également un rapprochement croissant entre Culture Montréal et la Ville." (*Katiya, Creating Hegemony*)

Cependant, des années après avoir suggéré que les villes instrumentalisaient non seulement la culture à des fins de développement économique, mais encourageaient aussi l'importation d'une élite culturelle venant de l'extérieur pour stimuler ladite économie culturelle, Florida a renié certains aspects de ses propres idées. Selon la théorie de la classe créative de Richard Florida, les villes et régions qui embrassent la diversité sont plus susceptibles d'être économiquement prospères, car elles attirent une grande variété de talents et de perspectives. Toutefois, Florida a récemment admis que ses idées sur la classe créative ont imposé une nouvelle forme d'acculturation, avec des élites créatives parachutées dans les villes, privant ainsi les intellectuels locaux et d'autres potentiels autochtones de la possibilité d'être au cœur du développement culturel de leurs propres villes. Cela est particulièrement vrai lorsque l'arrivée d'élites culturelles dans les villes a directement conduit à la gentrification et à une hausse des valeurs immobilières, empêchant les populations locales de contribuer au développement culturel, voire de survivre.

Réévaluation par Richard Florida et impact sur les communautés locales :

Dans son analyse révisée, Florida souligne que l'afflux d'élites créatives hautement éduquées et aisées dans les villes a contribué à une forme d'acculturation culturelle qui privilégie leurs goûts, valeurs et modes de vie au détriment de ceux des populations locales. Cela a non seulement modifié le paysage culturel de ces villes, mais aussi fait grimper les prix de l'immobilier et les coûts de la vie, menant à une gentrification. En conséquence, de nombreux artistes locaux, intellectuels et résidents issus de la classe ouvrière — les mêmes groupes qui ont historiquement contribué au développement culturel local — sont déplacés ou marginalisés, à la fois économiquement et culturellement (*Florida, 2017*).

Acculturation imposée par la classe créative :

Cette nouvelle forme d'acculturation, alimentée par la relocalisation des élites créatives, a entraîné ce que Pierre Bourdieu qualifie de monopolisation du capital culturel. Soutenues par des ressources financières et un appui institutionnel, ces élites occupent les espaces culturels

centraux des villes, évinçant effectivement les talents locaux et les privant d'opportunités pour participer à l'économie culturelle (*Bourdieu, 1984*). Cette dynamique crée une forme exclusive de production culturelle qui reflète les préférences et valeurs de la classe créative, au lieu des intérêts diversifiés et des histoires des populations locales.

Gentrification et dynamiques immobilières :

L'influence de la classe créative s'étend au-delà de la culture pour toucher le marché immobilier, où leur présence fait grimper les valeurs des propriétés et repousse les communautés locales vers les marges. Comme l'admet Florida, la gentrification est souvent une conséquence directe de cette migration d'élites créatives, les quartiers autrefois peuplés de communautés diverses et à faibles revenus étant réaménagés pour répondre aux besoins de ces nouveaux résidents aisés. Ce déplacement économique empêche les habitants locaux non seulement de rester dans leurs quartiers, mais aussi de contribuer à l'innovation culturelle. Les artistes, musiciens et penseurs culturels locaux sont contraints de partir, incapables de supporter l'escalade des coûts de la vie, ce qui étouffe les contributions culturelles de base qui auraient pu prospérer si on leur en avait donné la chance (*Zukin, 2010*).

En résumé, les idées initiales de Florida sur la classe créative, bien qu'intentionnées pour stimuler l'innovation et la croissance, ont finalement entraîné l'exclusion et la marginalisation des communautés locales, remodelant le paysage culturel des villes au profit des élites.

Déplacement et étouffement du potentiel culturel local :

Le déplacement des communautés locales en raison de la hausse des coûts de la vie supprime également leur potentiel créatif. Lorsque les créateurs culturels locaux et l'intelligentsia sont exclus du processus de construction culturelle, leurs perspectives, traditions et approches uniques de la production culturelle sont perdues. Cette forme d'acculturation culturelle privilégie une créativité commercialisée, souvent au détriment de pratiques culturelles plus profondes et diversifiées qui reflètent les contextes historiques et sociaux de la ville.

De nombreuses façons, cette homogénéité culturelle imposée par la classe créative engendre une stagnation culturelle. Bien que les villes puissent sembler plus dynamiques ou à la mode grâce à l'afflux d'élites créatives, elles deviennent souvent culturellement superficielles, car les traditions locales et les formes culturelles sont remplacées par une créativité dictée par le marché, conçue pour la consommation plutôt que pour une participation culturelle significative.

Conséquences sociétales plus larges :

Cette dynamique de déplacement culturel et de centralisation du capital culturel entre les mains des élites a des conséquences sociétales plus larges. En repoussant les potentiels locaux hors de la ville, cette nouvelle forme d'acculturation culturelle renforce les inégalités sociales. Ceux qui pourraient contribuer le plus à un paysage culturel riche et diversifié se retrouvent souvent en marge, incapables de survivre dans leur propre ville, et encore moins de participer aux discours culturels qui façonnent leurs communautés.

En outre, la domination de la classe créative dans les villes conduit également à la marchandisation de la culture, transformant les espaces culturels en sites de consommation plutôt qu'en lieux d'échange culturel authentique. Les expressions culturelles locales sont diluées ou commercialisées pour plaire aux nouveaux arrivants aisés, aux touristes ou aux publics internationaux, les privant de leur authenticité et de leur signification communautaire (Zukin, 2010).

Conclusion :

L'aveu de Florida concernant les effets de sa théorie de la classe créative révèle les dangers de l'acculturation culturelle menée par les élites dans les environnements urbains. Bien qu'il ait été conçu pour stimuler l'innovation et la croissance, ce modèle a conduit au déplacement des communautés locales, à la gentrification des espaces culturels et à l'exclusion de l'intelligentsia locale du processus de construction culturelle. Cela a des conséquences profondes non seulement pour les communautés marginalisées touchées, mais aussi pour les villes elles-mêmes, qui perdent la diversité culturelle et le potentiel riches issus d'un développement culturel inclusif et communautaire.

Références :

- Bourdieu, P. (1984). *Distinction: A Social Critique of the Judgement of Taste*. Harvard University Press.
- Florida, R. (2017). *The New Urban Crisis: How Our Cities Are Increasing Inequality, Deepening Segregation, and Failing the Middle Class—and What We Can Do About It*. Basic Books.
- Zukin, S. (2010). *Naked City: The Death and Life of Authentic Urban Places*. Oxford University Press.

Concept de la Ville Créative

La dernière politique culturelle de Montréal continue de faire référence à la notion de "ville créative", bien que les implications de cette boîte à outils standardisée pour les villes aient été non seulement critiquées dans la littérature scientifique, mais également vivement condamnées dans une prolifération d'articles scientifiques. La politique culturelle de Montréal 2017-2022 mentionne le concept de "ville créative" à quatre reprises, exprimant ouvertement sa reconnaissance pour son inspiration tirée de cette approche.

« Cependant, la montée rapide de l'adoption des notions de "créativité" dans les politiques urbaines (particulièrement celles ayant une teinte "floridienne") progresse malgré les critiques académiques intenses auxquelles les notions de "ville créative" en général, et les idées de Florida en particulier, ont été soumises (voir Peck, 2005 ; Markusen, 2006 ; Scott, 2006). Les notions floridiennes de politiques de "ville créative" ont été largement adoptées parce que, dans une ère de "politiques rapides", elles offrent une solution aux problèmes économiques relativement facile à mettre en œuvre : apparemment, toute ville peut les développer (et quelle ville ne voudrait pas se déclarer "créative" ?), et elles semblent basées sur des analyses statistiques solides (Oakley, 2009). Comme le suggère Peck (2011), de telles politiques se sont répandues rapidement non pas parce qu'elles sont efficaces, mais parce qu'elles peuvent être superposées à des stratégies

existantes (par exemple, les politiques des "industries culturelles") et parce qu'elles "conforment" — elles n'exigent pas de changement radical de la part des décideurs politiques, ne perturbent pas les intérêts établis et les structures de pouvoir existantes, et elles "accessoirisent" le néolibéralisme urbain d'une manière conforme aux tropes culturels du cosmopolitisme compétitif » (ibid. : 62).

Dans ce processus d'adoption rapide, cependant, les autorités municipales reproduisent souvent de manière non critique des notions simplistes de créativité, malgré les critiques qui mettent en évidence les effets redistributifs potentiellement négatifs, par exemple lorsque les fonds publics sont consacrés à de grandes ressources culturelles grand public pour rendre les villes "attractives", plutôt qu'au bien-être social, à l'éducation, aux soins de santé ou au soutien à d'autres formes de créativité. Cela peut entraîner la promotion de formes limitées et stéréotypées d'activité créative au service de la croissance urbaine, comme un accent mis sur les opéras et les stades sportifs.

Certaines formes de créativité deviennent valorisées par les élites urbaines et bénéficient du soutien des financements publics, souvent avec un public international à l'esprit (voir par exemple Jakob, 2010). En conséquence, d'autres formes de créativité — qui pourraient être plus banales ou vernaculaires, suburbaines ou plus expérimentales et moins conventionnelles (voir Edensor et al., 2010a) — sont soit ignorées, réprimées, sous-évaluées ou explicitement exclues des politiques de "ville créative", ce qui a en fait pour effet de supprimer la créativité et le "buzz" associé qui est supposé entourer l'activité créative (Gibson et Klocker, 2005 ; Edensor et al., 2010b ; Evans, 2010 ; Rantisi et Leslie, 2010 ; Treger, 2011). »

Référence :

Getting Creative with the 'Creative City'? Towards New Perspectives on Creativity in Urban Policy

THOMAS BORÉN et CRAIG YOUNG

Volume 37.5, septembre 2013, p. 1799-1815, *International Journal of Urban and Regional Research*, pp. 1800-1801.

Implications Théoriques de la Théorie de la Construction de Niches sur la Politique Culturelle

Construction de Niches Culturelles et Comportementales

Les humains, tout comme les animaux et les plantes, s'engagent dans la création d'habitats, de comportements et d'interactions qui forment des niches pour leur survie. Pourtant, certaines populations sont systématiquement ignorées, confrontées à des taux disproportionnés d'incarcération, de crises de santé mentale, d'instabilité financière grave et d'exclusion sélective.

•

Il s'agit de plus qu'une simple exclusion; c'est un mépris systémique persistant et une invisibilité particulièrement évidente dans les institutions financées par des fonds publics. Bien que nous contribuions à ces systèmes, nous restons sur le seuil, attendant une inclusion réelle et durable, au-delà des gestes symboliques – nous attendons désespérément plus qu'un rôle symbolique dans la prise de décision. Au cœur de ce système d'exclusion se trouve l'altération intentionnelle de l'habitat d'une population, les privant d'espace, limitant leur mobilité et leur engagement, et leur refusant la stabilité nécessaire pour établir des vies et construire des avenir.

Les théoriciens de la construction de niche («niche construction theorists») - ceux-ci étudient comment les organismes, y compris les humains, modifient activement leur environnement, façonnant à la fois leur propre évolution et celle d'autres espèces par des changements influençant la survie et l'adaptation. Ces scientifiques soulignent les effets néfastes des systèmes d'exclusion que je viens d'élaborer et sous lesquels nous vivons toujours dans la ville de Montréal. Ils les considèrent non seulement comme un problème social, mais aussi comme une préoccupation de santé publique, avec les « chorégraphies » qui les soutiennent : les conséquences corporelles et psychologiques de la vie urbaine, qui touchent les individus et s'étendent sur plusieurs générations, car l'urbanisation façonne des biais développementaux et phénotypiques.

Certaines mesures de planification urbaine ciblent discrètement certains groupes, positionnant les villes comme des lieux de construction de niches intenses qui modifient les dynamiques écologiques et influencent la mortalité humaine et le phénotype. Cependant, les paysages urbains n'affectent pas tous les habitants de manière égale, créant des niches comportementales stratifiées. Cela rejoint le concept de "culture évoquée" de Greg Downey — des comportements adaptatifs façonnés par les niches construites. Les villes établissent des schémas sociaux pouvant renforcer la domination des groupes majoritaires sur les minorités, exposant les résidents à des "pathogènes sociaux" se manifestant dans des schémas spécifiques de mortalité et d'évitement (Dye 2008), brouillant la frontière entre adaptation culturelle et phénotypique.

La planification urbaine et les politiques culturelles façonnent non seulement les espaces physiques mais influencent aussi les pratiques culturelles, affectant la manière dont les populations mangent, communiquent et accèdent aux ressources, ce qui impacte leurs traits phénotypiques et leur mode de vie. Ces dynamiques, profondément entremêlées avec les stratifications spatiales et comportementales, vont au-delà des pratiques individuelles pour influencer des systèmes de pouvoir plus larges.

Le contrôle du contenu, la gestion du discours culturel et les rôles décisionnels privilégiés sont des aspects centraux des structures de pouvoir urbaines qui façonnent nos habitats citadins et les niches centrées sur l'humain en leur sein. Le contrôle des équipements clés comme les Maisons de la Culture et les musées, ainsi que les récits qu'ils renforcent, influence profondément notre paysage culturel urbain.

À Montréal, ces dynamiques de pouvoir urbaines sont particulièrement évidentes, les rôles décisionnels dans les institutions culturelles étant majoritairement occupés par une population blanche. Par exemple, les musées comptent plus de 90 % de conservateurs, de membres de conseil et de gestionnaires blancs, perpétuant ce déséquilibre avec une impunité apparente. De

même, les Maisons de la Culture sont largement dirigées par des Blancs, avec seulement quelques agents culturels minoritaires. Cela invite à une critique nécessaire de l'inclusivité et de la représentation dans le cadre culturel de Montréal.

Influence sur la Résilience Sociétale et l'Identité Sociale:

Examine how monocultural policies weaken societal resilience by limiting the diversity of cultural expressions and adaptive capacity.

L'imposition d'une culture dominante supprime la diversité des pratiques, des langues, des traditions et des systèmes de connaissances, affaiblissant la résilience culturelle. En termes évolutifs, la diversité dans tout système — biologique, culturel ou écologique — renforce la résilience en permettant plusieurs voies d'adaptation aux changements. Sans cette diversité, les sociétés deviennent plus fragiles et moins adaptables aux crises (Fuentes, 2015 ; Odling-Smee, Laland et Feldman, 2003).

La théorie de la construction de niches (NCT) montre que le comportement humain et la culture façonnent les environnements de manière à influencer le développement sociétal. Lorsque la diversité est réduite par une uniformité culturelle imposée, la "niche" culturelle devient étroite, limitant l'innovation, la créativité et les solutions aux problèmes sociétaux (Downey, 2016). Les groupes dominants qui imposent leurs normes créent une "niche développementale déterminante", poussant tous à se conformer à un modèle prédéfini.

D'un point de vue anthropologique, les sociétés qui imposent une assimilation culturelle ne suppriment pas seulement les cultures minoritaires, mais réduisent aussi leur adaptabilité à long terme, entraînant stagnation sociale, fragmentation sociale et tensions entre populations majoritaires et minoritaires, déstabilisant ainsi la cohésion sociale. Avec le temps, ces sociétés deviennent moins flexibles face aux défis environnementaux, économiques et sociaux (Sterelny, 2012). Cette perte d'adaptabilité peut être préjudiciable en période de changements mondiaux rapides, comme les crises climatiques, l'instabilité politique ou les évolutions technologiques.

En réduisant la diversité culturelle, les sociétés réduisent involontairement la flexibilité cognitive et le capital social résultant de la collaboration et des échanges intergroupes.

Évaluation Critique de la Représentation dans les Rôles Décisionnels

Représentation des Minorités comme Symbolisme

Évaluer les limites d'une faible proportion de représentation des minorités dans les rôles décisionnels culturels, en s'appuyant sur les travaux de Kanter et Bourdieu.

Implications pour le Développement Culturel et l'Équité

Discuter comment une représentation limitée entrave l'intégration complète des perspectives culturelles diverses dans le paysage culturel de Montréal

Avoir 10 % de minorités dans les rôles décisionnels au sein d'une infrastructure culturelle peut avoir divers effets:

-
- Une représentation minoritaire de 10 % est du tokenisme, où un petit nombre d'individus minoritaires occupent des rôles décisionnels pour symboliser la diversité, sans pouvoir réel d'influencer le changement. Les dirigeants minoritaires peuvent faire face à des contraintes institutionnelles qui limitent leur capacité à remettre en question le statu quo. Présents à la table mais sans assez d'influence pour modifier significativement les politiques ou les pratiques, ils subissent isolement et pression pour se conformer aux normes de la culture dominante, ce qui limite leur capacité à plaider pour un véritable changement (Kanter, 1977).
-
- Avec seulement 10 % de représentation, les décideurs minoritaires peuvent se retrouver marginalisés au sein de leurs propres institutions, leurs idées et initiatives étant mises de côté ou ignorées. La théorie du capital culturel de Pierre Bourdieu (Bourdieu, 1984) explique que les groupes dominants monopolisent souvent l'autorité culturelle, rendant difficile la légitimation des perspectives minoritaires dans les cadres institutionnels. Ainsi, même si des minorités occupent des rôles décisionnels, leur capital culturel peut être dévalué, réduisant leur capacité à provoquer le changement.
-
- Avec seulement 10 % de représentation minoritaire, le rythme du changement systémique dans les infrastructures culturelles est probablement lent. Bien que des décideurs individuels puissent introduire des pratiques plus inclusives, ils peuvent manquer de la masse critique nécessaire pour transformer la culture institutionnelle ou modifier les politiques établies.
-
- Les recherches sur le changement organisationnel montrent que des changements significatifs dans la culture institutionnelle nécessitent de fortes coalitions d'avocats capables de pousser à la réforme. Un faible pourcentage de dirigeants minoritaires peut être insuffisant pour surmonter l'inertie institutionnelle et la résistance de la majorité (Kotter, 1996).
-
- Au niveau sociétal, avoir 10 % de représentation minoritaire peut être perçu comme un progrès symbolique en termes de diversité et d'inclusion. Cependant, sans changements structurels plus profonds, cela peut créer une fausse impression de progrès. Le public peut percevoir l'infrastructure culturelle comme plus inclusive qu'elle ne l'est en réalité, tandis que les barrières systémiques persistent en arrière-plan.
-

- Dans l'ensemble, le processus de prise de décision peut rester dominé par la majorité, renforçant les structures hiérarchiques existantes dans le secteur culturel. Cela peut perpétuer un système où les contributions des minorités sont considérées comme secondaires ou périphériques au récit culturel dominant, plutôt qu'intégrales.
-
- Les initiatives de diversité superficielles donnent l'impression d'une institution plus inclusive sur le papier tout en laissant le statu quo largement intact. Cela peut induire en erreur le public et les parties prenantes, leur faisant croire que des progrès réels sont réalisés.
-
- La recherche de Kanter (1977) a montré que lorsque les minorités représentent moins de 15-20 % d'un groupe, elles tendent à être des symboles, avec une capacité limitée à influencer la dynamique globale de la prise de décision.
-
- Influence limitée sur la politique et la direction stratégique. Même si les dirigeants minoritaires ont une place à la table, ils sont souvent en infériorité numérique et mis en minorité lors des décisions clés.
-
- Un rythme de changement plus lent. Sans masse critique, les institutions sont peu susceptibles de donner la priorité aux initiatives de diversité de manière significative, entraînant des progrès progressifs plutôt qu'une transformation systémique.
-
- Les institutions culturelles peuvent continuer à renforcer les récits culturels dominants, marginalisant les expériences, les histoires et les contributions artistiques des communautés minoritaires.

MÉMOIRE PARTIE 2- Analyse et Révision de la Politique Culturelle 2025-2030

Analyse et Révision de la Politique Culturelle 2025-2030 (Révision à la lumière des réflexions issues de cette étude)

Originelle:

p. 3 Ancrage de l'identité collective, la culture donne vie à la vision **du développement** d'une ville. **En tenant compte des dimensions sociales, environnementales et économiques, la culture agit comme un véritable moteur de transformation pour répondre aux grands enjeux urbains. Puissante force d'intégration sociale pour les individus et les communautés, elle contribue à la qualité de vie de la population.** Exprimant une vision commune, une politique de développement culturel met en lumière l'importance de la culture pour la collectivité et la positionne **comme un levier majeur de développement territorial durable.** En ce sens, elle joue un rôle mobilisateur auprès du milieu culturel, des créatrices et créateurs, des artistes et des partenaires de tous les secteurs autour d'un projet commun inspirant, pouvant avoir d'importantes retombées à long terme **sur la résilience et la cohésion.** Une politique de développement culturel offre **un cadre pour façonner le développement** et établir des priorités claires, au bénéfice de la population. En s'appuyant **sur une fine connaissance du territoire et de ses enjeux, elle facilite la planification** des activités culturelles municipales. Elle permet de concerter les actions **pour plus de cohérence, de représentativité et d'accessibilité,** et ce, afin d'offrir à l'ensemble de la collectivité des milieux de vie riches et stimulants.

Révision à la lumière des réflexions issues de cette étude :

Ancrage de l'identité collective, la culture donne vie à **la richesse créative** d'une ville, portée par l'expression libre des artistes et des créateurs. **Au-delà des dimensions économiques et utilitaires, la culture doit avant tout être reconnue comme un espace d'expérimentation, de réflexion, et de transformation sociale et personnelle.** Elle est un puissant vecteur de liens humains, permettant aux individus et aux communautés de se retrouver et de co-créer des mondes nouveaux, tout en célébrant la diversité des pratiques artistiques.

En privilégiant la création pour elle-même et l'épanouissement de chaque artiste, une politique culturelle met en lumière l'importance fondamentale de l'art et de la culture pour

la collectivité. **Plutôt qu'un levier de développement économique ou territorial, elle célèbre la capacité des arts à nourrir l'imaginaire collectif et à générer des espaces de liberté et de dialogue.**

Cette approche **encourage une mobilisation sincère autour des artistes, créatrices et créateurs, sans chercher à instrumentaliser la culture** à des fins externes. Une politique de développement culturel **favorise des projets collaboratifs, portés par les désirs et les besoins des acteurs culturels eux-mêmes**, offrant ainsi des retombées intangibles, mais profondes, sur la cohésion sociale, l'imaginaire partagé et la création d'espaces d'expression autonomes.

Enfin, **elle propose un cadre souple** qui permet aux artistes et aux créateurs **de s'approprier la ville comme un terrain de jeu, un laboratoire vivant** où la culture peut évoluer de manière organique et indépendante, **pour le bénéfice de la communauté artistique et de l'ensemble des citoyens. Plutôt que de planifier des activités culturelles centrées sur des objectifs économiques ou touristiques, cette politique se concentre sur la promotion de la diversité des formes artistiques et l'accessibilité à des espaces de création libres** et ouverts à tous.

Principaux Changements dans cette Réécriture de la Politique Culturelle avec Réflexions Issues de cette Étude :

Changements clés :

Mise en avant de la Créativité pour Elle-même :

Le paragraphe met en avant l'idée que la créativité est un espace d'expression libre, d'expérimentation et de connexion sociale, plutôt qu'un outil au service d'objectifs économiques ou urbains.

Autonomie des Artistes :

Les artistes et créateurs sont présentés comme des agents autonomes, avec des politiques conçues pour soutenir leurs motivations intrinsèques, plutôt que pour les utiliser afin de réaliser des objectifs économiques ou urbains externes.

L'Art comme Force de Transformation pour la Société :

Le texte encadre la culture comme une force de transformation sociale et personnelle, célébrant la valeur inhérente de la culture sans se concentrer sur des indicateurs économiques.

Rejet de l'Instrumentalisation :

La réécriture évite explicitement l'idée de la culture comme un "levier de développement", en mettant plutôt l'accent sur le rôle de la culture pour favoriser l'imagination collective et le dialogue.

Espaces Ouverts et Collaboratifs :

La politique soutient des projets organiques et orientés par la communauté, évoluant naturellement à partir des besoins et des désirs des artistes, plutôt que par une planification culturelle descendante axée sur des résultats économiques.

Liberté et Accessibilité :

La politique promeut des espaces libres et ouverts à la création, tout en soutenant la diversité des pratiques artistiques pour la richesse culturelle, plutôt que pour une uniformité dictée par des impératifs économiques.

Conclusion :

Cette déclaration révisée reflète une vision davantage centrée sur les artistes et la créativité, en mettant l'accent sur les pratiques culturelles pour leur valeur intrinsèque et en évitant la marchandisation et l'instrumentalisation de la culture.

Originelle:**p4. Rôles et responsabilités de la Ville en culture**

La Ville de Montréal est responsable du développement culturel de son territoire et de l'accessibilité aux arts, à la culture et au patrimoine pour l'ensemble de ses citoyennes et citoyens. Selon les contextes, elle peut jouer les rôles suivants dans le domaine de la culture :

- Affirmer un leadership comme métropole culturelle en communiquant sa vision du développement du territoire, en mobilisant et en consultant les parties prenantes;
- Financer des actions qui contribuent au développement culturel et à la mise en valeur du patrimoine par des programmes, des appels à projets, des fonds et des partenariats;
- Assurer la planification et la gestion des équipements culturels municipaux, de l'occupation du domaine public, des réseaux culturels (bibliothèques et Maisons de la culture) et de l'offre culturelle municipale;
- Collaborer avec le milieu culturel et ses partenaires pour déployer une offre culturelle à la hauteur d'une métropole culturelle.

La responsabilité de la culture est confiée au Service de la culture et aux équipes Culture et Bibliothèques des arrondissements, en partenariat avec d'autres services et bureaux municipaux :

- Le Service de l'urbanisme et de la mobilité;
- Le Service du développement économique;
- Le Service de la diversité et de l'inclusion sociale;
- Le Service de la concertation des arrondissements et de l'expérience citoyenne;
- Le Service de la gestion et de la planification des immeubles;
- Le Service de la stratégie immobilière;
- Le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports;
- Espace pour la vie;

- Le Service de police de la Ville de Montréal;
- Le Service de sécurité incendie de Montréal;
- Le Bureau de la commissaire à la lutte au racisme et aux discriminations systémiques;
- Le Bureau de la transition écologique et de la résilience;
- Le Bureau des relations gouvernementales et municipales;
- Le Bureau des relations internationales.
Le Service de la culture collabore également avec plusieurs divisions dans les arrondissements.

Champs d'action de la Ville de Montréal en culture

- Bibliothèques et Maisons de la culture;
- Festivals, événements culturels et événements publics;
- Espaces muséaux : Espace pour la vie, MEM – Centre des mémoires montréalaises, Maison Nivard-De Saint-Dizier, Musée de Lachine;
- Patrimoine (artistique, mise en valeur et patrimoine immatériel et mémoriel);
- Art public et design;
- Industries culturelles, créatives, cinématographiques et télévisuelles;

- Ateliers d'artistes et équipements, espaces et quartiers culturels;
- Médiation culturelle, loisir culturel et pratique artistique amateur.

Deux réseaux culturels : les Maisons de la culture et les Bibliothèques de Montréal

Les Maisons de la culture et les Bibliothèques de Montréal sont la colonne vertébrale du réseau culturel municipal. Présentes dans tous les arrondissements, elles incarnent l'accessibilité culturelle pour toute la population.

Maisons de la culture

Fondées sur des principes de démocratie, d'équité et d'inclusivité, les Maisons de la culture rendent accessibles les arts et la culture aux Montréalaises et Montréalais de tous horizons. Avec leurs partenaires locaux, elles invitent leurs communautés à participer à la vie culturelle de proximité et à contribuer à la vitalité des quartiers. Les Maisons forment un réseau solide et diversifié de

26 équipes culturelles sur le terrain. Ensemble, elles offrent un programme exceptionnel d'accès à la culture, permettant à Montréal de se démarquer parmi les plus grandes villes au monde.

Bibliothèques de Montréal

Les Bibliothèques de Montréal forment un réseau de bibliothèques publiques offrant un accès à la lecture, à l'information, au savoir, à la culture et au loisir dans les 19 arrondissements de la ville. Les Bibliothèques de Montréal sont des milieux de vie accueillants et accessibles. La population montréalaise, dans toutes ses diversités et tout au long de sa vie, y nourrit sa curiosité et s'y divertit grâce à une variété de collections, d'expériences, d'activités et d'occasions d'apprentissage. En favorisant la découverte et le partage, les Bibliothèques de

Montréal enrichissent le tissu social, renforcent la pensée critique, améliorent la qualité de vie et l'épanouissement individuel, se positionnant ainsi comme de véritables vecteurs de changement.

Révision à la lumière des réflexions issues de cette étude :

La Ville de Montréal est responsable de l'épanouissement de la culture sur son territoire, assurant l'accès aux arts, à la culture et au patrimoine pour toutes et tous. Plutôt que de considérer la

culture comme un levier de développement économique ou de promotion territoriale, la Ville reconnaît la culture comme une force fondamentale de transformation individuelle et collective, où l'expression artistique et l'autonomie créative sont au cœur de ses priorités. Elle adopte les rôles suivants :

- **Soutenir la création et l'expression artistique libre**, en affirmant son rôle de métropole culturelle qui favorise l'autonomie des artistes et créateurs et facilite l'accès aux ressources et aux espaces nécessaires pour une création indépendante.
- **Offrir un soutien financier non conditionné** à des objectifs économiques ou touristiques, en mettant en place des programmes, appels à projets, fonds et partenariats qui encouragent la création artistique pour elle-même, dans toute sa diversité et complexité.
- **Assurer la gestion et l'ouverture des équipements culturels municipaux** en priorisant des espaces où la création peut se déployer librement, sans se conformer à des standards ou objectifs extérieurs. Ces équipements sont conçus comme des lieux de rencontre, de partage et d'expérimentation artistique.
- **Collaborer étroitement avec le milieu culturel et ses acteurs** pour co-construire une offre culturelle qui émane des besoins des créateurs eux-mêmes, tout en valorisant les pratiques collaboratives et horizontales. L'objectif est de créer un environnement où chaque artiste et citoyen peut s'approprier librement la ville comme espace de création, sans instrumentalisation culturelle.

La gestion et le développement de la culture sont confiés au **Service de la culture**, en collaboration avec les équipes **Culture et Bibliothèques** des arrondissements et en partenariat avec plusieurs services municipaux pour faciliter la création culturelle à travers la ville :

- **Le Service de l'urbanisme et de la mobilité**, pour assurer que les espaces publics soient disponibles et adaptés aux besoins des créateurs et artistes.
- **Le Service de la diversité et de l'inclusion sociale**, afin de garantir que la culture soit accessible à toutes et à tous, dans un cadre respectueux de la diversité des pratiques et des expressions artistiques.
- **Le Service de la gestion et de la planification des immeubles**, pour veiller à ce que les infrastructures culturelles favorisent l'expérimentation, l'inclusivité et la participation citoyenne.
- **Espace pour la vie**, pour encourager les liens entre création artistique et engagement écologique, où la culture et la nature coexistent harmonieusement.

Le **Service de la culture** collabore également avec les divisions culturelles des arrondissements afin de soutenir les artistes locaux dans leur diversité et de promouvoir des projets culturels qui enrichissent la vie communautaire et artistique de Montréal, tout en restant fidèles à l'autonomie créative des artistes.

Champs d'action de la Ville de Montréal en culture

- **Bibliothèques et Maisons de la culture**, espaces ouverts à toutes formes d'expression artistique et d'expérimentation.

- **Festivals, événements culturels et événements publics**, en mettant l'accent sur la diversité des formes d'expression et la liberté artistique.
- **Espaces muséaux**, tels que l'Espace pour la vie, le MEM – Centre des mémoires montréalaises, et d'autres institutions, en privilégiant des approches qui favorisent la créativité libre, l'éducation artistique et la connexion entre les artistes et la communauté.

Principaux Changements dans cette Réécriture de la Politique Culturelle avec Réflexions Issues de cette Étude :

Changements clés :

1. **Mise en avant de l'autonomie et de l'expression** : Le texte révisé met l'accent sur l'autonomie des artistes et des créateurs ainsi que sur la valeur intrinsèque de la culture, en évitant toute référence aux objectifs de développement économique ou urbain.
2. **Soutien financier inconditionnel** : Le soutien financier est présenté comme inconditionnel, destiné à encourager la créativité indépendante plutôt qu'à atteindre des objectifs externes tels que le tourisme ou la croissance économique.
3. **Espaces dédiés à la création libre** : Les espaces culturels municipaux sont décrits comme des lieux d'expérimentation et d'expression libre, garantissant qu'ils ne soient pas des outils de planification économique ou urbaine, mais des ressources pour les artistes et la communauté.
4. **Collaboration avec le secteur culturel** : La collaboration avec le secteur culturel est axée sur une co-construction où les besoins des artistes et leurs processus créatifs priment sur une planification stratégique axée sur les résultats.
5. **Culture inclusive et accessible** : L'accent est mis sur l'accessibilité et la diversité, sans instrumentaliser la culture à des fins de marketing urbain ou de rayonnement international.

Cette réécriture positionne la ville comme un facilitateur de l'autonomie créative, plutôt que comme un gestionnaire de ressources culturelles pour des objectifs externes, en cohérence avec l'idée de la créativité comme une valeur en soi.

Voici une continuation de la réécriture, recentrant la créativité et la culture sur leur valeur intrinsèque plutôt que sur des objectifs économiques ou externes :

Patrimoine artistique et immatériel

Le patrimoine artistique et immatériel de Montréal représente bien plus qu'un outil de valorisation économique ou touristique; il est un témoignage vivant de l'histoire collective, des mémoires partagées et des pratiques culturelles transmises à travers les générations. Sa mise en valeur repose sur l'idée que la culture doit être préservée, partagée et célébrée pour enrichir le quotidien des citoyens et pour honorer les pratiques culturelles des créateurs d'hier et

d'aujourd'hui.

Loin des objectifs de développement économique, le patrimoine immatériel est une source d'inspiration inépuisable pour les artistes et la communauté, assurant que les récits, les traditions et les mémoires restent vivants au cœur de la création contemporaine.

Art public et design

L'art public et le design ne sont pas des outils de marketing urbain ou de promotion touristique, mais des formes essentielles d'expression artistique qui transforment l'espace commun en terrain de création et de rencontre. Chaque œuvre publique, chaque élément de design urbain est un dialogue entre les créateurs et les citoyens, invitant à réfléchir, à s'émerveiller et à partager une expérience artistique collective.

Loin de viser des retombées économiques, l'art public s'inscrit dans une démarche de **réappropriation de l'espace urbain** par les artistes, pour les citoyens, permettant ainsi à chacun de faire l'expérience d'une culture vivante et accessible dans son quotidien.

Industries culturelles et créatives

Plutôt que de se focaliser sur la contribution des industries culturelles et créatives au développement économique ou à la compétitivité globale, Montréal valorise ces secteurs pour leur **contribution intrinsèque à l'expression artistique** et à l'innovation culturelle. Ces industries sont avant tout des espaces de création où les artistes et créateurs peuvent explorer, expérimenter et collaborer dans un cadre qui privilégie l'art et la culture pour eux-mêmes. La ville reconnaît le rôle de ces industries comme des catalyseurs de **renouveau culturel**, mais sans les réduire à des outils d'accumulation de capital ou de promotion territoriale.

Ateliers d'artistes et espaces culturels

Les ateliers d'artistes et les équipements culturels ne sont pas des infrastructures destinées à attirer des investissements économiques, mais des **lieux de création autonomes** où les artistes peuvent s'épanouir et expérimenter en dehors de toute contrainte commerciale. Ces espaces sont conçus pour être des refuges de liberté artistique, des lieux où la créativité et l'exploration peuvent fleurir indépendamment des pressions extérieures.

Ces quartiers culturels deviennent des **écosystèmes d'inspiration** où l'art se vit, se partage et se renouvelle, en privilégiant toujours l'art pour l'art, sans instrumentalisation.

Médiation culturelle et pratique artistique amateur

La médiation culturelle à Montréal ne cherche pas à aligner l'art sur des objectifs commerciaux ou urbains. Au contraire, elle met l'accent sur l'**engagement direct des citoyens avec les artistes**, permettant des rencontres authentiques où la création artistique et la pratique amateur

sont des espaces d'exploration et d'épanouissement personnel.

Le loisir culturel et la pratique artistique amateur sont valorisés non pas pour des gains économiques, mais pour leur **capacité à renforcer les liens sociaux**, à permettre l'épanouissement individuel, et à promouvoir une créativité libre et accessible à tous.

Maisons de la culture

Les **Maisons de la culture** de Montréal incarnent un engagement envers une culture **inclusive et démocratique**, accessible à toutes et à tous, sans distinction d'origine ou de statut économique. Ces lieux ne cherchent pas à se distinguer par des retombées économiques, mais par leur capacité à rassembler les citoyens autour de l'art et de la culture dans un cadre où la **création autonome et l'expérimentation artistique** sont encouragées.

En collaborant avec des artistes et des créateurs locaux, elles offrent une plateforme où **l'art pour l'art** est célébré, où la vitalité culturelle de chaque quartier s'exprime de manière unique et indépendante des impératifs économiques.

Bibliothèques de Montréal

Les **Bibliothèques de Montréal** sont bien plus que des lieux de diffusion de savoir; elles sont des **espaces d'épanouissement culturel et personnel**, où la population peut accéder à une richesse de contenus et d'expériences culturelles, sans contrainte économique ou commerciale. Ces bibliothèques encouragent la **découverte, le partage et la pensée critique**, offrant à chaque citoyen l'opportunité d'explorer la culture dans toute sa diversité, et de participer à des activités et projets qui renforcent le tissu social et culturel. Elles ne sont pas des moteurs économiques, mais des **véritables vecteurs de changement**, favorisant la créativité et l'épanouissement de chacun dans une démarche profondément humaniste.

Changements clés :

1. **Accent sur la créativité pour elle-même** : Tous les secteurs, qu'il s'agisse de l'art public ou des industries créatives, sont décrits en termes d'autonomie artistique et d'expression personnelle, en évitant toute mention de développement économique ou de tourisme.
2. **Centré sur les artistes** : Les rôles et responsabilités soulignent que les artistes et les créateurs sont au cœur des activités culturelles, et non des outils pour des objectifs économiques ou de promotion de la ville.
3. **Inclusif et accessible** : L'inclusivité et l'accessibilité sont des priorités, mais elles sont présentées sous l'angle de l'engagement culturel et social plutôt que des avantages économiques.
4. **Espaces culturels comme écosystèmes** : Les espaces culturels sont décrits comme des écosystèmes d'inspiration, axés sur l'expression libre et l'exploration artistique, plutôt que comme des atouts économiques pour le développement urbain.

Cette réorientation présente la culture et la créativité comme des fins en soi, en mettant en avant la valeur intrinsèque des pratiques artistiques et culturelles pour les individus et les communautés, plutôt que comme des instruments pour des objectifs économiques ou politiques externes.

Conclusion et Recommandations Politiques

En synthétisant les résultats de l'analyse du cadre de la politique culturelle de Montréal, il devient évident que des domaines critiques nécessitent des clarifications, une inclusivité accrue et un respect plus profond des rôles distincts de la culture et de la créativité. Cette section finale propose des recommandations politiques visant à favoriser un paysage culturel plus inclusif et équitable qui honore les valeurs intrinsèques de la culture et de la créativité tout en soutenant des objectifs socio-économiques plus larges.

Redéfinir les Termes de la Politique Culturelle

L'un des problèmes fondamentaux identifiés dans la politique actuelle est la confusion fréquente entre les termes « créativité » et « culture ». Pour y remédier, il est essentiel d'adopter des définitions plus précises pour chacun de ces termes dans la politique culturelle de Montréal. La culture devrait être reconnue comme un ensemble complexe de pratiques, d'identités et d'expressions essentielles à l'identité communautaire, à la résilience et à la continuité sociale. Elle est bien plus qu'une ressource économique ou un ensemble de symboles patrimoniaux ; c'est une expérience vécue avec des significations sociales, historiques et politiques profondes. La créativité, en revanche, devrait être perçue comme un processus dynamique, souvent associé à l'innovation et à la nouveauté, sans pour autant être nécessairement lié à des objectifs de marché. En différenciant ces termes, la politique pourra mieux refléter les rôles diversifiés de la culture et de la créativité dans la société, évitant ainsi une approche excessivement utilitariste qui risque de marchandiser les pratiques culturelles. Établir des définitions claires créera un cadre politique plus transparent et inclusif, permettant des interprétations variées de la culture et de la créativité qui reflètent véritablement les identités, valeurs et expériences de toutes les communautés montréalaises.

Accroître la Représentation dans la Gouvernance Culturelle

L'engagement de la politique envers la diversité serait considérablement renforcé par une augmentation de la représentation des minorités visibles et des communautés marginalisées dans les rôles de décision au sein de la gouvernance culturelle. La sous-représentation actuelle de ces groupes limite la capacité du secteur culturel à refléter la diversité de Montréal et restreint les perspectives et les voix qui participent au développement de la politique culturelle. Il est recommandé que les institutions culturelles de Montréal et les instances gouvernementales fassent des efforts délibérés pour non seulement inclure, mais également autonomiser les voix des minorités dans les rôles de gouvernance. Cela implique de fixer des objectifs concrets en matière de représentation, de créer des programmes de mentorat et de promotion pour les individus issus de minorités et d'établir des mesures de responsabilité pour s'assurer que ces

objectifs soient atteints. Une représentation accrue est essentielle non seulement pour l'équité et la justice, mais aussi pour favoriser un paysage culturel dynamique qui résonne avec la diversité des communautés de Montréal. Lorsque les groupes minoritaires sont adéquatement représentés dans des positions de leadership, la politique reflète plus authentiquement l'identité collective de la ville, renforçant ainsi la vitalité et la résilience culturelle de Montréal.

Vers une Politique Culturelle Plus Inclusive

Enfin, ce document appelle à une politique culturelle qui respecte et valorise véritablement les contributions uniques de la culture et de la créativité, indépendamment de leurs avantages économiques ou diplomatiques. Cela signifie adopter un cadre politique qui soutient les arts pour leurs qualités intrinsèques, reconnaît les pratiques culturelles comme des fins en soi et encourage des processus créatifs qui ne répondent pas forcément aux exigences immédiates du marché. En se concentrant sur un développement culturel inclusif, la politique de Montréal peut cultiver un secteur culturel qui soutient à la fois la croissance économique et les expressions non commerciales essentielles à la vie communautaire. Une politique culturelle inclusive pour Montréal reconnaîtrait les complexités historiques et sociales de la culture et de la créativité, assurerait une représentation équitable dans la gouvernance et embrasserait les arts comme une part vitale de la vie civique. Cette approche positionnera Montréal comme une véritable métropole culturelle innovante, où le cadre politique non seulement reflète, mais aussi favorise activement une «diversité critique» et bien pensée, la richesse et l'inclusivité qui définissent le caractère et le potentiel futur de la ville

MÉMOIRE PARTIE 3- Recommandations 2025-30 James Oscar

Introduction

Les politiques culturelles urbaines jouent un rôle fondamental dans la structuration de l'identité collective et l'aménagement des espaces de vie. Cependant, la gouvernance et la prise de décision au sein de ces politiques restent souvent dominées par des approches centralisées, institutionnelles et homogènes, laissant peu de place à la diversité culturelle et à l'innovation sociale. Ce document propose une série de recommandations visant à transformer ces dynamiques et à promouvoir des modèles inclusifs et représentatifs.

Les recommandations s'articulent autour de l'intégration des décideurs issus des minorités visibles, l'élaboration de documents culturels vivants, l'autonomisation communautaire, la création de Quatrièmes Espaces et l'implication des artistes dans l'urbanisme. Chacune de ces propositions met en avant des approches participatives et ascendantes, s'appuyant sur les notions de flexibilité, de continuité culturelle et de responsabilité partagée.

Structure du document

- 1. Recommandation n°1 : Décideurs issus des minorités visibles**
Favoriser l'intégration de décideurs minoritaires dans les institutions culturelles, en établissant des processus de sélection indépendants, transparents et équitables.
- 2. Recommandation n°2 : Documents culturels vivants**
Mettre en place des politiques adaptables et modulaires, hébergées sur des plateformes numériques sécurisées et conçues pour intégrer des contributions communautaires continues.
- 3. Recommandation n°3 : Autonomie communautaire**
Permettre aux communautés de définir leurs propres priorités culturelles et de s'affirmer comme acteurs principaux dans la conception et la mise en œuvre des offres culturelles.
- 4. Recommandation n°4 : Quatrièmes Espaces**
Créer des espaces ouverts, inclusifs et informels qui reflètent les pratiques communautaires non occidentales et favorisent des interactions interculturelles et intergénérationnelles.
- 5. Recommandation n°5 : Les artistes comme urbanistes**
Intégrer les artistes dans la planification urbaine, en valorisant leur capacité à concevoir des environnements créatifs, durables et inclusifs.

Objectifs clés

- Redéfinir la gouvernance culturelle en favorisant une représentation équitable et des processus participatifs.

- Encourager des approches flexibles et évolutives pour répondre aux besoins culturels changeants des communautés.
- Promouvoir des espaces urbains qui reflètent la diversité des récits culturels et des identités.
- Insuffler innovation et créativité dans les politiques culturelles grâce à la collaboration interdisciplinaire.

Ce cadre offre une vision novatrice pour des politiques culturelles inclusives, adaptées aux réalités contemporaines, et enracinées dans les besoins des communautés qu'elles desservent.

RECOMMANDATION N°1 :

Décideurs/Agents Culturels issus des Minorités Visibles à la Maison de la Culture

Le contrôle du contenu, la gestion du discours culturel et les rôles décisionnels privilégiés sont des aspects centraux des structures de pouvoir urbaines qui façonnent nos habitats citadins et les niches centrées sur l'humain en leur sein. Le contrôle des équipements clés comme les Maisons de la Culture et les musées, ainsi que les récits qu'ils renforcent, influence profondément notre paysage culturel urbain.

À Montréal, ces dynamiques de pouvoir urbaines sont particulièrement évidentes, les rôles décisionnels dans les institutions culturelles étant majoritairement occupés par une population blanche. Par exemple, les musées comptent plus de 90 % de conservateurs, de membres de conseil et de gestionnaires blancs, perpétuant ce déséquilibre avec une impunité apparente. De même, les Maisons de la Culture sont largement dirigées par des Blancs, avec seulement quelques agents culturels minoritaires. Cela invite à une critique nécessaire de l'inclusivité et de la représentation dans le cadre culturel de Montréal.

Pour garantir que la Maison de la Culture et des institutions culturelles similaires intègrent des décideurs issus des minorités visibles, choisis grâce à un processus équitable et inclusif, notamment en dehors du réseau établi des acteurs majoritaires, plusieurs stratégies sont essentielles. Cette approche privilégie une représentation équitable, la transparence et l'inclusion authentique des voix diverses. Voici un cadre étape par étape pour y parvenir :

1. Créer un comité de sélection indépendant

Établir un comité tiers indépendant : Mettre en place un comité tiers spécifiquement chargé de recruter des candidats issus des minorités visibles. Ce comité doit lui-même être diversifié, incluant des membres des communautés minoritaires, des organisations culturelles et des organismes neutres sans intérêt direct dans le réseau existant des acteurs majoritaires.

Critères clairs et transparents : Assurez-vous que les critères de sélection soient clairs, transparents et accessibles au public. Ces critères doivent mettre l'accent sur la diversité, la compréhension culturelle, l'engagement communautaire et un engagement démontré envers un développement culturel inclusif.

2. Stratégies de recrutement inclusives et de sensibilisation

Campagnes de sensibilisation larges : Utilisez les réseaux communautaires, les médias des minorités et les réseaux sociaux pour atteindre des candidats potentiels qui ne font pas partie des réseaux culturels habituels. Collaborez avec des organisations dirigées par des minorités, des centres culturels et des leaders communautaires pour faire connaître les opportunités et encourager un large éventail de candidatures.

Éliminer les biais internes : Excluez les recommandations ou nominations exclusivement issues des acteurs majoritaires. Privilégiez plutôt les auto-nominations ou les soutiens provenant d'organisations et de groupes communautaires minoritaires, garantissant ainsi un soutien communautaire authentique plutôt qu'un appui institutionnel.

Recrutement communautaire : Organisez des séances d'information et des ateliers dans les communautés minoritaires pour expliquer les rôles disponibles, le processus de sélection et l'importance de la représentation des minorités. Ces sessions peuvent toucher des candidats qui ne se considèrent pas traditionnellement pour ces postes ou qui se sentent exclus des réseaux culturels traditionnels.

3. Processus de sélection équitable et structuré

Processus d'examen à l'aveugle : Dans les premières étapes de la sélection, envisagez des examens anonymes des profils des candidats, en mettant l'accent sur les compétences, l'expérience et l'alignement avec les objectifs de l'institution, plutôt que sur les noms ou les antécédents. Cela réduit les biais inconscients et garantit une évaluation basée sur les qualifications.

Quotas de diversité et objectifs de représentation : Fixez des objectifs clairs de diversité ou des quotas, notamment pour les rôles décisionnels, afin de garantir une représentation adéquate des voix minoritaires. Par exemple, viser au moins 30 % de décideurs issus des minorités visibles au sein de l'équipe de direction de la Maison de la Culture pourrait favoriser un changement systémique significatif.

Formation à l'équité pour le comité de sélection : Formez les membres du comité de sélection sur les biais inconscients et les pratiques d'équité afin de garantir une évaluation juste des candidats. Cela inclut la reconnaissance et la valorisation des formes diverses d'expertise culturelle et de leadership communautaire qui peuvent ne pas correspondre aux normes conventionnelles ou institutionnelles.

4. Panels communautaires pour la contribution et la responsabilisation

Panels communautaires dans les sélections finales : Pour les dernières étapes de sélection, impliquez des panels communautaires composés de représentants des groupes culturels minoritaires, qui fourniront des avis et des retours sur les choix des candidats. Cela donne une voix directe à la communauté dans le processus et garantit une responsabilisation envers les parties prenantes diverses.

Commentaire public et transparence : Rendre publics les noms des candidats présélectionnés et inviter les groupes communautaires et les organisations culturelles à donner leurs commentaires ou leur soutien. Cette transparence permet aux communautés d'exprimer leurs préoccupations ou leur approbation, assurant des sélections respectées et représentatives de diverses perspectives.

5. Utilisation de mécanismes numériques pour la responsabilisation

Documentation numérique transparente : Maintenir un dossier numérique du processus de sélection, y compris les critères de sélection, la composition des comités, les efforts de sensibilisation et les retours reçus. Cette documentation doit être accessible pour un examen communautaire afin de renforcer la confiance et d'assurer la transparence.

Plateforme de retours pour la responsabilisation continue : Établir une plateforme en ligne où les membres de la communauté peuvent suivre le processus décisionnel et soumettre des préoccupations ou recommandations. Cette plateforme peut également être utilisée après les nominations pour suivre l'impact des nouveaux décideurs issus des minorités et garantir une responsabilisation continue.

6. Mise en place d'un système de mentorat et de soutien

Mentorat par des leaders minoritaires expérimentés : Associer les nouveaux décideurs issus des minorités à des mentors expérimentés dans le secteur culturel pour qu'ils se sentent soutenus et renforcés dans leurs rôles. Ce mentorat peut offrir des perspectives, des conseils et des connexions communautaires utiles à leur réussite.

Réseaux de soutien entre pairs : Créer des réseaux de soutien entre pairs pour les décideurs issus des minorités afin de favoriser la solidarité, le partage d'expériences et la résolution collaborative des défis qu'ils peuvent rencontrer dans l'organisation.

7. Mesures de responsabilisation au sein de l'organisation

Revue annuelle de diversité et d'inclusion : Réaliser des revues annuelles des pratiques de diversité et d'inclusion au sein de la Maison de la Culture et d'institutions similaires. Cette revue doit évaluer si les décideurs issus des minorités se sentent écoutés, soutenus et capables d'influencer significativement les politiques.

Boucles de retours communautaires : Inviter régulièrement la communauté à donner son avis sur la manière dont l'institution répond aux besoins des minorités et intègre des perspectives diverses. Ces retours doivent être partagés avec les décideurs issus des minorités et utilisés pour guider les ajustements politiques et la planification stratégique.

Conclusion

En structurant un processus de sélection indépendant et transparent et en garantissant une implication continue de la communauté, la Maison de la Culture et des institutions similaires peuvent construire une direction véritablement représentative qui inclut les minorités visibles. Avec un recrutement équitable, une responsabilisation communautaire et des structures de soutien en place, ces organisations peuvent favoriser un paysage culturel inclusif qui reflète et sert réellement les populations diversifiées qu'elles représentent.

RECOMMANDATION N°2 :

Faire du document de politique culturelle un document vivant

Pour créer un document de politique vivant qui reste réactif, adaptable et inclusif des nouvelles perspectives, il peut être structuré comme un document élastique, modulaire et accessible numériquement. Cette approche permet des mises à jour annuelles, intègre les observations des artistes, et inclut un mécanisme de sauvegarde sécurisé pour maintenir à la fois son intégrité et son adaptabilité. Voici un cadre pour structurer ce document politique dynamique :

1. Structure du document vivant

Format numérique et modulaire : Hébergez le document politique sur une plateforme en ligne sécurisée, permettant des mises à jour sectionnelles sans nécessiter une réécriture complète. Chaque section peut être modulaire, couvrant des domaines tels que l'utilisation des espaces, les allocations de financement, l'engagement communautaire, la durabilité et l'équité.

Addendas annuels : Mettez en place un processus pour des addendas annuels basés sur les contributions des comités d'artistes, les retours communautaires et les nouvelles recherches. Ces addendas permettent au document d'évoluer et de rester pertinent en reflétant les pratiques actuelles, les besoins et les visions créatives.

Modifiable mais sécurisé : Utilisez un système de contrôle de version (comme Git ou des technologies similaires) pour suivre les modifications, ajouts et suppressions. Chaque mise à jour est transparente et traçable, garantissant que les changements sont enregistrés et peuvent être annulés si nécessaire, protégeant ainsi l'intégrité du document.

2. Mises à jour basées sur les comités d'artistes

Rapport annuel des artistes-conseils : Chaque année, les comités consultatifs d'artistes contribuent des observations, critiques et visions sous forme d'un rapport des artistes, qui sert de base pour l'addenda annuel. Ce rapport peut inclure :

- **Visions pour de nouveaux espaces** : Les artistes peuvent proposer des usages innovants pour les espaces urbains, tels que des concepts de "Quatrième Espace" — des lieux d'accès ouvert conçus pour une utilisation multifonctionnelle où artistes et communautés interagissent de manière fluide.
- **Études de cas et modèles internationaux** : Les recommandations peuvent s'inspirer de modèles réussis comme Le 104 à Paris, où les artistes et les communautés partagent un espace avec une politique d'accès ouvert encourageant l'interaction, l'accessibilité et les événements communautaires.
 - [Lien vers Le 104 Paris](#)
 - [Site officiel du 104](#)

- **Évaluations d'impact des politiques** : Les artistes peuvent évaluer dans quelle mesure les politiques actuelles répondent à leurs besoins et à ceux de la communauté, en fournissant des données pour soutenir des révisions ou de nouvelles initiatives.

Intégration des observations des artistes : Les observations des comités d'artistes doivent être prioritaires dans le processus d'addenda, garantissant que le document reflète non seulement les objectifs institutionnels, mais également les besoins et visions créatives des artistes au sein de la communauté.

3. Élasticité et composantes modulaires

Sections modulaires : Divisez le document en domaines politiques clés (par ex. : Utilisation des espaces, Engagement des artistes, Programmes communautaires, Durabilité, Financement). Chaque section peut être mise à jour indépendamment, offrant flexibilité et réactivité.

Sous-sections élastiques : Au sein de chaque module, créez des sous-sections élastiques qui permettent des ajouts ou modifications sans nécessiter une refonte complète du document. Par exemple :

- **Module Utilisation des espaces** : Inclure des sections élastiques comme "Studios d'artistes", "Quatrièmes Espaces d'accès ouvert" et "Zones artistiques communautaires". La section "Quatrièmes Espaces" peut être mise à jour en fonction des contributions annuelles des comités d'artistes sans perturber le module global.
- **Module Financement et soutien** : Permet des mises à jour flexibles des politiques de subventions, des stipends pour artistes ou des allocations de financement basées sur les retours annuels des artistes et parties prenantes.

4. Mécanisme de sauvegarde et responsabilisation

Contrôle de version et documentation : Utilisez un système de contrôle de version qui maintient un enregistrement sécurisé de toutes les modifications, y compris qui les a effectuées, quand et pourquoi. Cela agit comme un mécanisme de sauvegarde, prévenant les modifications non autorisées et permettant un retour en arrière si nécessaire.

Processus d'approbation numérique et révisions : Avant qu'un changement ne devienne officiel, il doit passer par un processus de révision en plusieurs étapes :

- **Étape 1** : Les projets des comités d'artistes et des conseillers transversaux sont téléchargés sur la plateforme.
- **Étape 2** : Les propositions sont examinées par un comité de révision désigné comprenant des artistes et des représentants institutionnels.
- **Étape 3** : Les modifications finales nécessitent l'approbation d'une autorité supérieure (par ex. : Bureau de la politique culturelle et de la gestion), assurant une responsabilisation institutionnelle.

Archive publique des addendas : Chaque addenda annuel est archivé et accessible en ligne, maintenant un registre public des modifications au fil du temps. Cela améliore la transparence et garantit que l'évolution du document est visible pour toutes les parties prenantes.

5. Engagement communautaire et mise en œuvre

Période de commentaires publics : Avant de finaliser chaque addenda, ouvrez une période de commentaires publics où les membres de la communauté peuvent examiner et donner leur avis sur les changements proposés. Cela engage directement le public et garantit que les mises à jour reflètent les besoins communautaires.

Réunions communautaires trimestrielles : Organisez des réunions qui invitent artistes, conseillers et membres de la communauté à discuter des progrès du document et des changements à venir. Ces réunions permettent une implication active de la communauté, maintenant la réactivité et la pertinence de la politique.

Plateformes numériques pour l'accessibilité : Assurez-vous que le document vivant et ses addendas soient accessibles en ligne via des plateformes conviviales, permettant aux parties prenantes de consulter les mises à jour, de contribuer aux retours et de suivre les modifications en temps réel.

6. Révision et réflexion annuelles

Session de réflexion de fin d'année : À la fin de chaque année, l'impact du document politique doit être évalué en examinant les retours des artistes, des acteurs transversaux et du public. Cette session identifie ce qui a fonctionné, ce qui n'a pas fonctionné, et quels éléments nécessitent une révision.

Indicateurs de succès : Établissez des indicateurs pour mesurer l'impact de chaque module, tels que les niveaux d'engagement dans les Quatrièmes Espaces, les retours publics sur les initiatives culturelles ou les améliorations en matière de durabilité. Ces indicateurs permettent d'affiner les politiques et de justifier les modifications dans l'addenda suivant.

Résumé

Un document de politique vivant, intégrant des addendas annuels, des observations dirigées par les artistes et des mécanismes de sauvegarde sécurisés, crée un cadre flexible et réactif pour la politique culturelle et la planification urbaine. Grâce à des mises à jour modulaires, un suivi numérique sécurisé et un engagement communautaire actif, cette approche garantit que la politique culturelle reste dynamique et inclusive. En intégrant des concepts portés par les artistes, tels que les Quatrièmes Espaces, et en créant des points d'accès ouverts, le document peut favoriser une plus grande connexion communautaire, une adaptabilité et une continuité culturelle dans les espaces urbains.

RECOMMANDATION N°3 :

Autonomie communautaire et pouvoir décisionnel

Pour élaborer des politiques culturelles véritablement significatives et pertinentes, il est essentiel que les communautés aient l'autonomie de définir leurs propres offres culturelles. Lorsque ces offres sont conçues sans une véritable implication des communautés, les décideurs risquent de créer des programmes superficiels qui peuvent être acceptés mais ne reflètent pas nécessairement les désirs profonds des communautés. Trop souvent, les communautés sont perçues comme de simples récipiendaires de programmes culturels plutôt que comme des architectes de leurs propres expériences culturelles. Cela conduit à des initiatives qui ignorent parfois leurs véritables besoins et valeurs.

Exemple d'offres culturelles dirigées par la communauté

Sans une contribution active des communautés, les décideurs peuvent supposer que tout le monde s'intéresse à des événements tels que des festivals de danse ou de gastronomie. Cependant, en s'engageant profondément avec la communauté, ils pourraient découvrir des désirs complètement différents : une conférence philosophique, une discussion menée par un aîné respecté ou une figure communautaire que les décideurs ne connaissent pas. La communauté pourrait privilégier la continuité historique plutôt que la nouveauté, cherchant à relier son passé culturel au présent et au futur — une aspiration à la synchronie et à la diachronie qui reflète à la fois son patrimoine et sa capacité d'adaptation. Cette approche met en évidence que les communautés ne sont pas statiques : leurs besoins évoluent, tout comme leurs expressions et valeurs, à l'image d'un document vivant.

La communauté comme un document vivant et malléable

Les communautés sont des entités malléables et adaptables qui réajustent constamment leurs besoins, leurs valeurs et leurs expressions. Cette dynamique exige des politiques culturelles flexibles, capables de s'adapter aux priorités changeantes. Tout comme un document vivant peut être mis à jour, les communautés devraient avoir une influence continue pour réévaluer et redéfinir les programmes culturels en temps réel, garantissant leur alignement avec les réalités vécues et l'identité en constante évolution de leurs membres.

Éviter les rôles de “porteurs de savoirs locaux”

Par le passé, les décideurs culturels ont souvent impliqué les communautés uniquement en tant que voix consultatives, les traitant comme des “informateurs locaux” pour confirmer des idées préexistantes. Cette approche est limitative car elle ne permet pas aux communautés d'être les actrices de leur propre développement culturel. À l'inverse, les communautés doivent être vues comme les "**anthropologues de leurs propres vies**", c'est-à-dire comme des expertes de leur

propre identité culturelle, de leurs besoins et de leurs désirs. Plutôt que d'être invitées en tant qu'informatrices, les communautés doivent diriger la création et l'évolution des politiques culturelles de l'intérieur, garantissant que les programmes répondent réellement à leurs aspirations.

Implications pour la conception des politiques : recentrer la communauté

- **Véritable conception participative** : Élaborer des politiques culturelles qui donnent aux communautés le pouvoir de façonner leurs propres offres culturelles. Cela implique de créer des mécanismes pour un engagement communautaire continu, où les membres de la communauté ne sont pas seulement consultés mais jouent un rôle actif dans la prise de décisions et la définition des priorités.
- **Programmes culturels flexibles et évolutifs** : Reconnaître que les communautés fonctionnent comme des documents vivants, avec des besoins qui évoluent au fil du temps. Les politiques doivent être modulaires et adaptables, avec une flexibilité intégrée pour accueillir de nouvelles idées, priorités et voix émergentes.
- **Respect de la continuité historique et de l'identité** : Reconnaître que les communautés valorisent autant la continuité culturelle que l'innovation. Les décideurs doivent offrir des espaces qui célèbrent à la fois la synchronie et la diachronie, reliant les générations et permettant aux communautés de maintenir leurs connexions historiques tout en intégrant de nouvelles expériences.
- **Autonomisation des décisions dirigées par la communauté** : Plutôt que d'imposer des offres culturelles basées sur des suppositions, les politiques doivent permettre aux communautés de mener leur propre exploration culturelle. En laissant la communauté agir comme son propre "anthropologue", le cadre politique lui permet de définir et redéfinir son identité et ses besoins de manière organique.

Conclusion

En somme, lorsque les communautés sont habilitées à diriger leurs propres récits culturels, les politiques qui en résultent sont plus réactives, pertinentes et significatives. En recentrant les communautés comme les auteurs de leur propre histoire culturelle et en respectant leur évolution continue, les politiques culturelles peuvent devenir un véritable reflet de la vie communautaire. Cette approche favorise un paysage culturel plus riche et inclusif, où les communautés ne sont pas de simples récipiendaires, mais des créateurs actifs de leurs expériences culturelles, reliant leur passé à leur futur tout en honorant leurs identités complexes et évolutives.

Les Quatrièmes Espaces

Espaces d'accès ouvert, flexibles et axés sur la communauté, les Quatrièmes Espaces revêtent une importance particulière pour les communautés culturelles non occidentales en raison de leurs parallèles avec les espaces informels de rassemblement courants dans de nombreux contextes non occidentaux. Ces espaces reflètent une approche communautaire et adaptable qui résonne avec la manière dont ces communautés interagissent naturellement avec les espaces publics et partagés. Voici pourquoi les Quatrièmes Espaces sont particulièrement précieux pour ces communautés et comment ils peuvent ouvrir de nouveaux horizons pour des connexions sociales et une inclusion plus larges.

1. Résonance avec les espaces informels et communautaires dans les cultures non occidentales

Le rassemblement informel comme norme culturelle : Dans de nombreuses cultures non occidentales, la vie communautaire s'articule autour d'espaces informels — tels que les cours, les marchés en plein air, les places publiques ou les cours communes — où les gens se rassemblent sans invitation formelle ni structures rigides. Ces espaces sont naturellement adaptables et évoluent selon les besoins de la communauté. Les Quatrièmes Espaces reflètent ces lieux organiques, offrant des cadres familiers où les communautés peuvent socialiser, mener des activités culturelles et organiser des rassemblements spontanés.

Ouverture et flexibilité : Les Quatrièmes Espaces sont non hiérarchiques et polyvalents, permettant aux communautés de les utiliser pour des objectifs variés, qu'il s'agisse de célébrations culturelles, de récits d'histoires, de contemplation tranquille ou de réunions communautaires. Cette flexibilité fait écho aux approches non occidentales des espaces, où les frontières entre les usages sont souvent fluides et les lieux servent plusieurs objectifs en fonction des besoins communautaires.

Sentiment d'appartenance et continuité : Pour les communautés non occidentales, les Quatrièmes Espaces peuvent favoriser un sentiment d'appartenance et de continuité avec leurs pratiques culturelles, leur permettant de se sentir chez elles en milieu urbain. Ces espaces créent de nouveaux paysages culturels qui résonnent avec leurs racines, offrant un environnement culturellement familier où elles peuvent s'engager comme elles le feraient dans des espaces communautaires traditionnels.

2. Construire des connexions entre des communautés qui interagissent rarement

Connexion intercommunautaire : Les Quatrièmes Espaces encouragent l'interaction entre diverses communautés, servant de lieux publics partagés où différents groupes culturels peuvent se réunir sans les formalités ou restrictions des espaces institutionnels. Par exemple, ces espaces peuvent accueillir des festivals culturels, des installations artistiques ou des dialogues communautaires qui invitent tout le monde à participer, créant ainsi des opportunités d'échange interculturel et de compréhension mutuelle.

Réduire les divisions sociales : Ces espaces sont inclusifs par nature, éliminant les barrières entre des communautés qui, autrement, pourraient ne pas interagir. Ils favorisent une structure horizontale de connexion où chacun peut participer à égalité, qu’il s’agisse d’immigrants, de résidents de longue date ou de visiteurs. Cette approche peut établir des relations entre des groupes qui resteraient autrement isolés, tels que les communautés non occidentales, les résidents locaux établis et les nouveaux arrivants.

Inclure les acteurs marginalisés : Les Quatrièmes Espaces sont particulièrement précieux pour intégrer des acteurs marginaux — individus ou groupes se sentant déconnectés de la société dominante, tels que les immigrants récents, les réfugiés ou les personnes ayant des modes de vie alternatifs. En offrant un espace accueillant et accessible, ils créent un environnement où ces groupes se sentent valorisés et peuvent contribuer à la richesse sociale par leurs perspectives uniques.

3. Inclure les populations sans-abri et les groupes vulnérables

Espaces sûrs et non exclusifs : Les Quatrièmes Espaces peuvent servir d’espaces accessibles et inclusifs où les personnes sans-abri et d’autres groupes vulnérables sont les bienvenues et peuvent interagir avec la communauté sans se sentir marginalisées. Ces espaces favorisent l’inclusion en offrant un lieu de repos, de sécurité et de participation, répondant aux besoins de ceux qui pourraient autrement se sentir exclus de la vie urbaine.

Opportunités de connexion et de soutien : Pour les populations sans-abri, les Quatrièmes Espaces peuvent devenir des points de connexion vers des services de soutien, des activités communautaires et des ressources. Ils font partie d’un réseau social plus large où ces personnes sont visibles et respectées en tant que participants à la communauté. Cela peut réduire l’isolement et les intégrer dans un environnement communautaire solidaire.

4. Élargir les horizons de connexion et d’interaction

Écosystème social multifonctionnel : Les Quatrièmes Espaces fonctionnent comme des écosystèmes d’interaction sociale, permettant à différents usages et types de rassemblements de se chevaucher. Installations artistiques, ateliers, événements de partage de nourriture et performances musicales peuvent coexister, créant une riche mosaïque d’expériences engageant des personnes aux parcours variés. Cela ouvre un “horizon de connexion” où les échanges sociaux, culturels et économiques se produisent naturellement, renforçant un sentiment d’unité dans la diversité.

Rencontres organiques : Contrairement aux institutions culturelles structurées, les Quatrièmes Espaces offrent des opportunités de rencontres spontanées. Des personnes qui ne se rencontreraient peut-être jamais — artistes, étudiants, migrants ou vendeurs de rue — peuvent se croiser, interagir et apprendre les unes des autres. Ces rencontres spontanées aident à créer une culture urbaine inclusive et accueillante, soutenant le développement d’une identité communautaire partagée.

Faciliter les approches non occidentales des espaces sociaux : Les Quatrièmes Espaces accueillent des approches non occidentales de l'interaction communautaire, privilégiant des frontières sociales fluides et un usage partagé, collectif. Ce type d'espace permet aux gens de simplement "être" — socialiser, échanger des idées et se détendre dans un environnement familier. Il offre aux communautés non occidentales la possibilité de partager ouvertement leurs valeurs culturelles, enrichissant ainsi le paysage culturel de la ville.

5. Éviter l'institutionnalisation de la culture

Liberté culturelle vs contrôle institutionnel : Les institutions culturelles traditionnelles imposent souvent une structure formelle de type occidental aux activités culturelles, ce qui peut sembler restrictif pour les communautés non occidentales. Les Quatrièmes Espaces permettent une liberté culturelle sans les contraintes ou attentes institutionnelles, où l'expression culturelle est fluide, autodéterminée et adaptable.

Favoriser l'autorépresentation : Les Quatrièmes Espaces permettent aux communautés non occidentales de se représenter elles-mêmes de manière authentique, sans adapter leurs pratiques pour répondre aux attentes institutionnelles. Cette forme d'autorépresentation est essentielle pour préserver l'intégrité culturelle et permettre aux communautés de définir leur identité selon leurs propres termes.

Conclusion

Les Quatrièmes Espaces, avec leur nature ouverte et adaptable, constituent une ressource inestimable pour les communautés culturelles non occidentales, reflétant les espaces informels et communautaires auxquels elles sont habituées. En offrant des espaces qui favorisent des connexions naturelles et inclusives, ces lieux permettent aux communautés de partager leurs pratiques culturelles uniques de manière accessible et autodirigée. Ils ouvrent des possibilités d'interactions interculturelles et de compréhension mutuelle, créant un paysage urbain vibrant où chacun se sent inclus, qu'il s'agisse de groupes culturels divers ou de populations vulnérables. En plaçant les besoins des communautés au centre et en soutenant une interaction sociale organique, les Quatrièmes Espaces peuvent devenir des lieux transformateurs qui construisent des villes plus fortes, interconnectées et inclusives.

RECOMMANDATION N°4

Quatrièmes Espaces : Arènes sociales inclusives, communautaires et informelles

Les Quatrièmes Espaces vont au-delà des "troisièmes espaces" traditionnels (comme les cafés ou les parcs) en créant des lieux inclusifs, dirigés par les communautés, conçus pour des interactions ouvertes, non hiérarchiques, et une expression culturelle libre. Contrairement aux espaces institutionnels ou commerciaux, les Quatrièmes Espaces priorisent l'autonomie communautaire et l'adaptabilité, d'une manière souvent organique et en résonance avec les pratiques culturelles non occidentales.

1. Parallèles avec les structures sociales informelles dans les cultures non occidentales

Espaces flexibles et centrés sur la communauté : De nombreuses communautés culturelles non occidentales utilisent traditionnellement des lieux de rassemblement informels comme les cours, les marchés ouverts ou les espaces communaux pour socialiser, mener des activités culturelles ou prendre des décisions collectives. Les Quatrièmes Espaces, volontairement décentralisés et adaptables, reflètent ces structures organiques en offrant un espace flexible et non réglementé que les communautés peuvent façonner selon leurs besoins.

Liberté des contraintes institutionnelles : Les Quatrièmes Espaces sont non commerciaux, non institutionnels et souvent publics, offrant une liberté par rapport aux contraintes plus formelles des "premiers," "seconds," ou "troisièmes" espaces. Pour les communautés non occidentales, cette ouverture permet une expression culturelle authentique qui peut s'adapter et évoluer naturellement, à l'image de la manière dont les pratiques culturelles se développent dans des structures sociales informelles.

2. Soutenir l'autorépresentation et les offres culturelles communautaires

Donner aux communautés le pouvoir de décider elles-mêmes : En rendant les Quatrièmes Espaces accessibles, ils permettent aux communautés d'être autonomes dans leur utilisation, soutenant des initiatives variées, comme des festivals culturels, des groupes de discussion, des installations artistiques locales ou des rassemblements spirituels. Les communautés non occidentales ont ainsi la liberté de définir ce qu'elles souhaitent, plutôt que de simplement accepter des offres culturelles prédéfinies.

Au-delà des suppositions dominantes : Les Quatrièmes Espaces servent de toile vierge où les membres des communautés peuvent explorer leurs besoins sans préjugés. Au lieu de programmes structurés et prédéterminés, comme des spectacles de danse ou des événements gastronomiques, ces espaces peuvent accueillir des rassemblements qui reflètent des valeurs culturelles plus profondes, tels que des dialogues avec des aînés locaux, des discussions philosophiques ou des

récits intergénérationnels qui établissent un lien entre le passé et l'avenir (synchronie et diachronie).

3. Favoriser les interactions entre communautés et groupes sociaux

Connexions organiques entre différentes communautés : Les Quatrièmes Espaces servent de terrains de rencontre neutres et ouverts qui favorisent des connexions naturelles entre divers groupes culturels. Ils offrent des opportunités uniques d'interactions entre communautés souvent isolées. Locaux, nouveaux arrivants ou groupes marginalisés peuvent utiliser ces espaces pour se connecter sans frontières rigides, créant des interactions riches et non planifiées qui améliorent la compréhension mutuelle.

Réduire les divisions sociales avec les groupes marginalisés : Les Quatrièmes Espaces sont conçus pour être inclusifs, accueillant les personnes en situation de marginalisation, comme les sans-abri, dans un cadre non structuré. Cette nature ouverte permet une intégration significative, offrant un lieu où chacun se sent bienvenu, visible et capable de contribuer. Par exemple, un Quatrième Espace pourrait organiser des discussions informelles réunissant leaders communautaires, artistes et populations vulnérables dans des contextes collaboratifs et solidaires.

4. Mettre l'accent sur la continuité culturelle plutôt que sur la nouveauté

Prioriser le patrimoine et l'identité : Pour les communautés non occidentales, les Quatrièmes Espaces peuvent soutenir la continuité du patrimoine culturel, évitant ainsi la pression constante d'innovation souvent présente dans les politiques culturelles urbaines. Ces espaces permettent des événements réguliers et continus qui aident les communautés à se connecter à leurs traditions, en reliant les générations et en veillant à ce que les membres les plus jeunes restent liés à leurs racines.

Respect des identités malléables et évolutives : Les Quatrièmes Espaces permettent aux communautés de faire évoluer leurs pratiques de manière organique, s'adaptant aux besoins modernes tout en respectant la continuité historique et culturelle. Ils fonctionnent comme un document vivant — un espace à la fois stable et adaptable, permettant aux communautés d'honorer leur passé tout en le réinterprétant en réponse aux besoins présents.

5. Élargir les horizons de l'innovation culturelle et sociale

Horizons ouverts pour des usages non scriptés : Parce qu'ils ne sont pas associés à un agenda ou des restrictions prédéfinies, les Quatrièmes Espaces invitent à des usages créatifs, dirigés par la communauté, qui peuvent évoluer en fonction de nouvelles idées ou des dynamiques sociales. Artistes, activistes, philosophes et leaders culturels peuvent expérimenter de nouvelles formes d'expression ou de dialogue dans ces espaces, créant des opportunités d'innovation culturelle et sociale.

Intégration de voix diverses : Les Quatrièmes Espaces encouragent le dialogue et l'interaction entre les générations, les professions et les origines culturelles, enrichissant l'intelligence collective de la communauté. Ce cadre permet aux gens d'apprendre les uns des autres, favorisant des synergies entre jeunes et anciens, acteurs dominants et marginalisés, et entre individus aux expériences et perspectives variées.

6. Éviter l'imposition culturelle descendante

Communauté comme anthropologue de sa propre culture : Les Quatrièmes Espaces permettent aux communautés d'agir en tant que créatrices et curatrices de leurs propres expériences culturelles, dépassant le rôle de simples "informateurs locaux". Ici, les communautés deviennent des auto-anthropologues, définissant leur expression culturelle et leurs interactions sociales selon leurs propres termes, libres de toute orientation descendante ou d'attentes externes.

Espaces dynamiques et autogérés : En fonctionnant comme des espaces autogérés et adaptables, les Quatrièmes Espaces permettent aux communautés de s'engager dans des programmations culturelles qui répondent à leurs besoins évolutifs. Cela évite les limitations des programmations statiques et offre un cadre où la culture peut être aussi malléable et adaptable que les communautés elles-mêmes.

Conclusion : Les Quatrièmes Espaces comme catalyseurs d'un développement culturel inclusif et organique

Les Quatrièmes Espaces représentent une nouvelle frontière pour la création d'environnements inclusifs et centrés sur la communauté, alignés sur les valeurs des communautés non occidentales. Ces espaces non structurés, ouverts et adaptables offrent aux communautés la possibilité de définir leurs propres récits culturels, de créer des liens au-delà des divisions et de maintenir la continuité avec leur patrimoine. En évitant les structures institutionnelles et en se concentrant sur des offres culturelles dirigées par la communauté, les Quatrièmes Espaces encouragent les communautés à devenir les auteurs de leurs propres paysages culturels. Ce modèle reconnaît les communautés comme des entités vivantes aux besoins uniques et évolutifs, leur offrant l'autonomie nécessaire pour explorer, s'exprimer et se connecter de manière authentique selon leurs propres termes.

RECOMMANDATION N°5

Les artistes comme urbanistes

L'intégration des artistes dans la discussion sur les politiques culturelles et le développement urbain représente une approche transformatrice de la planification urbaine et de la responsabilité politique. Les artistes apportent des perspectives uniques et une créativité qui peuvent insuffler innovation, inclusion et sensibilité culturelle dans l'urbanisme. Grâce à l'utilisation de comités consultatifs de coalition, de mécanismes de sauvegarde et d'outils numériques de mémoire pour la responsabilité, nous pouvons envisager un modèle de développement urbain plus adaptatif, transparent et centré sur la communauté.

1. Les artistes comme urbanistes

Créativité dans les espaces urbains : Les artistes, lorsqu'ils participent à la planification urbaine, contribuent une vision unique qui prend en compte les dimensions esthétiques, culturelles et sociales souvent négligées par les urbanistes traditionnels. Leur travail favorise des espaces inclusifs et culturellement représentatifs, qui résonnent avec des communautés diverses.

Les artistes peuvent redéfinir les paysages urbains en intégrant l'expression culturelle dans la planification de la ville, déplaçant le focus des espaces purement fonctionnels vers des environnements qui nourrissent également l'âme et l'identité de la ville. Cette approche suggère que les artistes peuvent contribuer à créer des zones urbaines qui favorisent les connexions humaines et la fierté communautaire.

L'art comme outil d'engagement social : Les artistes s'engagent avec les communautés pour exprimer des identités collectives, permettant une appropriation des lieux qui respecte les voix et les histoires des groupes marginalisés. En tant qu'urbanistes, ils introduisent des pratiques qui intègrent les récits communautaires dans les espaces urbains, rendant les villes plus équitables et inclusives.

2. Identifier les acteurs transversaux

Définition et importance : Les acteurs transversaux sont des individus qui opèrent à l'intersection de divers secteurs ou disciplines, apportant une large gamme d'expertises, d'aperçus et de connexions. Leur travail croise généralement plusieurs champs — comme l'organisation communautaire, les arts, la défense de l'environnement, la santé publique et la justice sociale — ce qui leur permet de comprendre et d'aborder des problématiques urbaines et culturelles complexes et interconnectées.

Caractéristiques des acteurs transversaux :

- **Expertise multidisciplinaire** : Ils doivent posséder des connaissances couvrant différents domaines, leur permettant d’aborder les problématiques sous plusieurs angles.
- **Connexion communautaire** : Ils ont souvent des liens profonds avec les communautés affectées par les politiques urbaines, leur offrant une compréhension directe des besoins locaux.
- **Approche innovante** : Les acteurs transversaux tendent à être ouverts à des méthodes non conventionnelles, ce qui peut mener à des solutions innovantes en urbanisme.

Artiste-organisateur : Un artiste impliqué activement dans la sensibilisation communautaire et l’organisation, comblant le fossé entre expression artistique et impact social.

3. Inclure des acteurs imprévisibles (wildcard)

Définition et rôle : Les acteurs imprévisibles sont des voix non conventionnelles — des individus qui ne sont pas directement liés à l’urbanisme ou aux politiques culturelles, mais qui apportent des perspectives inattendues et innovantes. Ils aident à « bousculer » les approches traditionnelles et à remettre en question les normes institutionnelles.

Caractéristiques des acteurs imprévisibles :

- **Pensée hors des sentiers battus** : Ils viennent souvent de domaines non liés, comme la technologie, la psychologie ou le militantisme, et peuvent introduire des idées qui perturbent les approches standard.
- **Challengers du statu quo** : Ils n’hésitent pas à remettre en cause les pratiques établies et à offrir des critiques que d’autres pourraient éviter en raison de liens institutionnels ou professionnels.
- **Résolution créative des problèmes** : Les acteurs imprévisibles sont généralement adeptes de la réflexion créative en situation d’incertitude, ce qui est précieux pour aborder des problèmes complexes en urbanisme.

Exemples d’acteurs imprévisibles :

- **Innovateurs technologiques** : Qui se concentrent sur les données et la vie privée, apportant des perspectives sur l’utilisation de la mémoire numérique pour la transparence et la responsabilité.
- **Psychologues spécialisés en économie comportementale** : Leur perspective peut aider à comprendre comment les espaces urbains influencent le comportement et comment les politiques peuvent être conçues pour améliorer la cohésion sociale.
- **Jeunes militants de base** : Membres d’une communauté locale apportant des perspectives générationnelles pour défier les idées reçues et proposer une nouvelle vision de l’inclusivité et des besoins culturels dans les espaces urbains.

4. Processus de sélection des acteurs transversaux et imprévisibles

- **Définir des critères de sélection clairs** : Établir des critères spécifiques pour choisir les membres des comités consultatifs, en mettant l’accent sur l’indépendance, l’expertise diversifiée, l’engagement communautaire et la réflexion innovante.

- **Appel public à candidatures ou nominations** : Publier un appel à candidatures pour garantir que des voix moins connues, y compris des acteurs de base et indépendants, aient la possibilité de participer. Les nominations par des organisations communautaires respectées peuvent également aider à identifier des candidats solides.
- **Panel de révision indépendant** : Former un panel indépendant pour examiner les candidatures et faire des sélections en fonction de leur adéquation avec les critères, garantissant que le processus reste équitable et exempt de biais institutionnels.
- **Mandats flexibles pour les membres** : Instaurer des mandats rotatifs pour les acteurs imprévisibles et transversaux. Cela permet à de nouvelles voix d'entrer périodiquement au comité, assurant des idées fraîches et évitant la stagnation.

Avantages de cette approche

Diversité accrue des perspectives : En incluant des acteurs transversaux et imprévisibles, le comité consultatif bénéficie d'un éventail plus large d'idées, favorisant la créativité et l'inclusivité.

Réduction des biais institutionnels : En veillant à ce que les acteurs déjà liés à l'institution ne soient pas impliqués, on évite les conflits d'intérêts et on permet une surveillance critique plus efficace.

Confiance et responsabilité publiques accrues : Des processus transparents et responsables, basés sur la mémoire numérique et des mécanismes de rapports publics, renforcent la confiance entre les institutions et les communautés.

Cette approche permet de créer un comité consultatif à la fois innovant et responsable, avec une structure conçue pour promouvoir l'indépendance, l'inclusivité et l'adaptabilité dans la planification urbaine et le développement des politiques culturelles. En sélectionnant soigneusement des acteurs transversaux et imprévisibles et en garantissant la responsabilité à l'aide d'outils numériques, ce modèle peut conduire à des politiques urbaines plus dynamiques, résilientes et équitables.

Les imaginaires des artistes vs. les politiques culturelles institutionnalisées en urbanisme

Les artistes opèrent souvent avec des imaginaires sociaux uniques — des visions de la société et de l'espace qui mettent l'accent sur la créativité, la connectivité communautaire, l'inclusivité et la fluidité. Ces imaginaires diffèrent souvent radicalement des approches structurées et descendantes des politiques culturelles, de l'urbanisme et des initiatives de planification urbaine culturelle, qui tendent à être plus rigides, axées sur des considérations économiques et standardisées. Voici un aperçu des caractéristiques des imaginaires des artistes, de leur contraste avec les politiques actuelles, et du rôle que les acteurs transversaux — souvent des figures « à l'écoute des quartiers » enracinées dans la communauté — peuvent jouer pour combler ce fossé.

1. Aperçu des imaginaires sociaux des artistes

Fluidité et espaces ouverts à de multiples usages : Les visions des artistes pour les espaces urbains sont souvent flexibles et adaptables, favorisant des environnements multifonctionnels et évolutifs selon les besoins de la communauté. Ils imaginent des espaces où les frontières entre public et privé, fonctionnel et expressif, sont floues, permettant des interactions spontanées et des interventions artistiques.

Exemple : Un artiste pourrait imaginer un terrain abandonné transformé en jardin communautaire avec des murs ouverts pour des fresques, des ateliers et des performances improvisées — des espaces qui permettent aux communautés de façonner leurs propres environnements.

Centré sur la communauté et inclusif : Les artistes tendent à placer les besoins de la communauté et l'inclusivité au centre de leurs imaginaires, visualisant souvent des espaces urbains comme des lieux de rassemblement libres, accessibles et conçus pour l'expression collective, plutôt que pour des initiatives motivées par le profit. Ils privilégient des espaces où différents groupes peuvent coexister, se connecter et collaborer.

Exemple :

Plutôt que d'imaginer un nouveau développement avec des propriétés commerciales et des logements de luxe, les artistes pourraient envisager des logements coopératifs, des espaces de spectacle accessibles ou des studios communautaires qui encouragent les échanges culturels à la base.

Célébration des histoires et des récits locaux

Les imaginaires des artistes cherchent souvent à préserver et célébrer les récits locaux qui pourraient être négligés ou effacés par la planification urbaine conventionnelle. Ils considèrent la ville comme une archive vivante des histoires, des souvenirs et des identités de ses habitants, mettant en avant la continuité historique aux côtés du développement moderne.

Exemple : Les artistes pourraient imaginer des projets d'art public qui préservent les histoires de quartier ou honorent les contributions des communautés marginalisées, en maintenant la mémoire culturelle de la ville d'une manière que les politiques plus orientées vers le commerce ne permettent pas.

Durabilité et gestion responsable

De nombreux artistes plaident pour des approches durables en matière de planification urbaine, reconnaissant que les villes doivent être conçues en harmonie avec l'environnement. Ils

envisagent souvent des espaces verts, un impact environnemental minimal et des pratiques régénératives comme éléments centraux de la conception urbaine.

Exemple : Un artiste pourrait défendre des jardins sur les toits, des installations d'énergie verte ou des espaces artistiques respectueux de l'environnement qui servent à la fois la communauté et réduisent l'empreinte écologique.

2. Divergences entre les imaginaires des artistes et les politiques culturelles institutionnalisées

Développement descendant vs création ascendante : Les politiques culturelles et la planification urbaine sont souvent des processus descendants, dictés par les agences gouvernementales, les promoteurs et les institutions avec des priorités économiques et bureaucratiques. Les artistes, en revanche, imaginent des espaces urbains comme des environnements organiques et dirigés par la base. Cette divergence conduit souvent à des politiques qui privilégient le gain financier et le développement standardisé plutôt que des espaces orientés vers la communauté, adaptables et favorisant l'expression créative.

Standardisation vs pluralisme culturel : Les politiques culturelles institutionnalisées tendent à promouvoir des approches standardisées qui peuvent être facilement réglementées et contrôlées, aboutissant souvent à des espaces urbains homogènes. En revanche, les artistes recherchent le pluralisme culturel — des espaces où des expressions, traditions et modes de vie diversifiés sont célébrés plutôt que contraints.

Exemple : Les politiques culturelles peuvent favoriser les grandes institutions établies pour le financement et les ressources, tandis que les artistes imaginent souvent des lieux décentralisés et communautaires qui reflètent les identités uniques de différents quartiers.

Profit économique vs valeur sociale : La planification urbaine et les politiques culturelles privilégient souvent des développements qui maximisent les retours économiques grâce à l'immobilier commercial, au tourisme et aux districts culturels à haute valeur ajoutée. Les imaginaires des artistes, cependant, priorisent la valeur sociale et culturelle plutôt que le gain économique, imaginant des espaces qui, bien que peu lucratifs, sont significatifs et enrichissants pour la communauté.

Effacement historique vs mémoire culturelle

Dans de nombreux cas, les politiques urbaines et les projets de réaménagement négligent les histoires locales au profit de nouvelles constructions, entraînant ainsi l'effacement de la mémoire culturelle. Les artistes, en revanche, valorisent la préservation de la mémoire culturelle et plaident pour l'intégration d'éléments historiques dans les nouveaux développements, comme moyen d'honorer le passé et de maintenir une connexion avec celui-ci.

3. Rôle des acteurs transversaux en tant que conseillers “de proximité”

Qui sont les acteurs transversaux ?

Les acteurs transversaux sont des individus qui évoluent dans divers domaines culturels et communautaires, profondément enracinés dans leurs quartiers et servant souvent de leaders informels, d'organiseurs communautaires ou de médiateurs. Ils possèdent une compréhension pratique de la vie urbaine et agissent fréquemment comme intermédiaires culturels, naviguant entre les besoins communautaires et les objectifs des politiques.

Personnages “de proximité” :

Ces figures travaillent sur le terrain, souvent au sein même de la communauté, plutôt qu'à des niveaux institutionnels. Elles peuvent inclure :

- **Artistes et artisans locaux** : Des artistes intégrés à la communauté, qui comprennent la culture locale, ses besoins et son histoire.
- **Militants de base** : Des individus axés sur la justice sociale, la durabilité environnementale ou le bien-être communautaire, plaidant pour des espaces urbains inclusifs.
- **Médiateurs culturels et travailleurs sociaux** : Des personnes qui font le lien entre les préoccupations communautaires et les objectifs institutionnels, traduisant les besoins locaux en recommandations politiques concrètes.

Conseils basés sur une approche ascendante :

Ces conseillers de proximité peuvent fournir des aperçus authentiques et localisés sur la dynamique communautaire et veiller à ce que les politiques soient alignées avec les réalités vécues par les résidents. Ils poussent pour une approche ascendante où les politiques reflètent l'imaginaire social de la communauté plutôt que d'imposer une vision extérieure.

Exemple : Plutôt que de consulter uniquement des parties prenantes de haut niveau, les décideurs politiques pourraient impliquer des acteurs transversaux pour recueillir des informations sur les préférences locales pour un nouveau parc, garantissant qu'il inclut des équipements que la communauté valorise vraiment, comme des scènes en plein air ou des espaces créatifs multifonctionnels.

Mise en œuvre d'une approche ascendante basée sur les imaginaires sociaux

Co-création de politiques avec les artistes et les acteurs transversaux :

Élaborez des politiques à travers des ateliers collaboratifs et des consultations avec des artistes et des acteurs transversaux, leur permettant de partager leurs imaginaires et de contribuer directement au développement des politiques. Cela crée une vision partagée équilibrant les objectifs institutionnels avec les valeurs centrées sur la communauté.

Outils numériques de mémoire et de responsabilité :

Utilisez des plateformes numériques pour documenter ces collaborations, créant un registre ouvert des retours des artistes et des communautés. Cet archivage ne favorise pas seulement la transparence, mais permet également à la communauté de suivre si ses contributions influencent les décisions politiques au fil du temps.

Mécanismes de sauvegarde pour protéger les visions communautaires :

Implémentez des mécanismes de sauvegarde garantissant que les idées dirigées par la communauté ne soient pas marginalisées. Cela pourrait inclure des panels consultatifs composés d'acteurs transversaux ayant l'autorité de revoir et d'approuver les ébauches finales des politiques, s'assurant que les visions locales restent intactes dans les plans officiels.

Encourager l'expérimentation avec des espaces imprévisibles (“wildcard spaces”) :

Permettez la création d'espaces imprévisibles au sein de la ville — des zones publiques ou semi-publiques dédiées à l'expérimentation créative et à la programmation dirigée par la communauté. Ces espaces, qui pourraient inclure des installations artistiques éphémères, des jardins temporaires ou des scènes mobiles, permettent aux artistes et à la communauté de façonner continuellement les environnements urbains, créant des représentations vivantes de leurs imaginaires sociaux.

Conclusion

Les imaginaires des artistes pour les espaces urbains mettent en avant l'adaptabilité, le centrage communautaire, la mémoire culturelle et la durabilité, souvent en contradiction avec les visions plus rigides et orientées économiquement des cadres actuels de politiques culturelles et de planification urbaine. En intégrant des acteurs transversaux — ces figures de proximité profondément enracinées dans la communauté — les décideurs peuvent ancrer le développement culturel dans des imaginaires sociaux localisés.

Cette approche ascendante garantit que les espaces urbains reflètent les identités et les besoins diversifiés de la communauté, créant des environnements culturellement riches et inclusifs qui servent mieux la société dans son ensemble.

Exemples de propositions issues des imaginaires des artistes

Vision des Quatrièmes Espaces :

Les artistes pourraient proposer un modèle inspiré du *104 à Paris* ou du concept de Quatrième Espace, où l'atelier d'artiste s'étend dans un environnement communautaire partagé. Cette vision inclut :

- **Accès ouvert pour l'engagement communautaire :** Les Quatrièmes Espaces seraient ouverts au public pendant des heures spécifiées, permettant aux membres de la communauté d'observer, d'interagir et même de collaborer avec les artistes.
- **Politiques d'utilisation flexibles :** Ces espaces seraient adaptables à divers usages — tels que des ateliers, des expositions ou des rassemblements communautaires — favorisant une connexion dynamique entre la communauté et les arts.
- **Programme de résidences tournantes :** Des résidences régulières où les artistes s'engagent directement avec les communautés locales, apportant des voix et des perspectives diverses dans ces espaces.

- **Initiatives d'art public et de mémoire communautaire** : Les artistes pourraient proposer d'intégrer des projets de mémoire urbaine dans des espaces publics, préservant les récits locaux et les identités culturelles.

Exemple : Un "Mur de la Mémoire" annuel où les membres de la communauté contribuent à une œuvre d'art public évolutive, représentant visuellement l'histoire et la croissance du quartier.

2. Comités consultatifs de coalition

Prise de décision inclusive :

Les comités consultatifs de coalition, composés d'artistes, de leaders communautaires, d'experts en politiques publiques et de résidents, garantissent que la planification urbaine reflète des voix et des besoins diversifiés. Ces comités agissent comme intermédiaires entre les décideurs politiques et les communautés, favorisant la responsabilité et renforçant la représentation communautaire.

MAIS PAS UNIQUEMENT ENTRE AMIS

- **Les artistes dans les comités consultatifs** : L'inclusion des artistes dans ces comités aide à combler le fossé entre la planification urbaine et les politiques culturelles, permettant des solutions qui intègrent l'art dans la fonctionnalité urbaine. Les artistes peuvent servir de défenseurs pour les communautés sous-représentées, garantissant que les espaces culturels dans les villes soient accessibles et représentatifs.
- **Collaboration interdisciplinaire** : En combinant les perspectives des artistes avec les compétences techniques des urbanistes, les comités consultatifs de coalition peuvent créer des plans à la fois culturellement riches et structurellement solides. Cette approche interdisciplinaire conduit à des politiques qui priorisent la qualité de vie, la durabilité et l'expression culturelle.

Garantir l'indépendance vis-à-vis des biais institutionnels

Justification :

Pour éviter les biais institutionnels, il est essentiel que les membres des comités consultatifs ne soient pas étroitement liés aux institutions responsables de la mise en œuvre des politiques. Cela garantit que les membres peuvent critiquer librement les pratiques institutionnelles et proposer des changements sans subir de pressions pour se conformer.

Stratégies pour garantir l'indépendance :

- **Exclusion des acteurs affiliés aux institutions** : Exclure explicitement les individus actuellement employés, sous contrat ou financièrement dépendants des institutions impliquées dans le processus de planification urbaine. Cela inclut les consultants, les collaborateurs réguliers ou ceux qui ont un intérêt à maintenir le statu quo.
- **Impliquer des organisations communautaires indépendantes** : Collaborer avec des organisations communautaires respectées et indépendantes pour aider à identifier les candidats aux comités consultatifs. Ces organisations peuvent recommander des individus

crédibles et de confiance au sein de la communauté, mais qui ne sont pas liés institutionnellement.

- **Panel de sélection indépendant** : Établir un panel externe chargé de sélectionner les membres des comités consultatifs, isolant davantage le processus des influences institutionnelles.

Responsabilité grâce à la mémoire numérique et aux mécanismes de sauvegarde

Utiliser des outils numériques pour la transparence :

Employez des plateformes numériques pour conserver des archives des discussions, décisions et recommandations des comités consultatifs. Ces archives doivent être accessibles au public, permettant ainsi aux communautés de suivre les progrès réalisés et de tenir les comités responsables.

Rapports publics réguliers :

Engagez-vous à publier des rapports réguliers détaillant le travail des comités consultatifs, y compris les contributions et recommandations des acteurs transversaux et imprévisibles. Ces rapports doivent être transparents quant à l'influence de chaque membre sur les décisions politiques finales.

Mécanismes de retour d'information :

Intégrez des outils numériques de feedback permettant aux membres de la communauté de commenter le travail des comités en temps réel. Ces outils peuvent fournir des contributions précieuses aux membres des comités et garantir que les politiques restent alignées sur les besoins de la communauté.

3. Mécanismes de sauvegarde pour la responsabilité politique

Intégrer la responsabilité :

Les mécanismes de sauvegarde sont essentiels pour garantir que les politiques urbaines respectent les objectifs d'inclusion et de diversité. Ces mécanismes peuvent inclure des contrepoids dans les processus de prise de décision, des consultations communautaires régulières et des normes de responsabilité clairement définies.

Prévenir les dérives politiques :

Les mécanismes de sauvegarde aident à éviter les dérives progressives par rapport aux intentions initiales des politiques, en particulier lorsque celles-ci visent à soutenir des communautés marginalisées. Par exemple, des cycles de révision annuels et des séances de feedback peuvent garantir que les politiques restent alignées sur les besoins et aspirations communautaires.

Outils numériques de sauvegarde :

Les outils numériques peuvent jouer un rôle crucial dans la mise en œuvre des mécanismes de sauvegarde. Par exemple, des audits automatisés et des systèmes de suivi en temps réel peuvent

détecter les écarts dans l'exécution des politiques dès leur apparition, fournissant des retours rapides aux comités consultatifs de coalition et permettant des actions correctives.

4. Mémoire numérique pour des politiques transparentes et responsables

Utiliser la mémoire numérique pour une responsabilité historique :

La mémoire numérique — des archives conservées dans des bases de données accessibles — crée une archive historique des politiques urbaines, décisions et retours communautaires. En maintenant des archives numériques, les décideurs politiques et le public peuvent accéder à une chronologie transparente de l'évolution des politiques, permettant des comparaisons entre les objectifs planifiés et les résultats réels.

Responsabilité basée sur les données :

La mémoire numérique permet des évaluations fondées sur les données de l'efficacité des politiques. Les indicateurs clés de performance, les jalons et les mesures de satisfaction communautaire peuvent être stockés et analysés au fil du temps, aidant les comités consultatifs de coalition à évaluer si les politiques atteignent leurs objectifs déclarés.

Archives numériques accessibles au public :

Rendre ces archives numériques accessibles au public permet aux communautés de tenir les décideurs responsables. Lorsque les dossiers des promesses politiques, des étapes de mise en œuvre et des résultats sont disponibles en ligne, les membres de la communauté peuvent vérifier si leurs préoccupations sont prises en compte et suivre les progrès vers les objectifs de développement urbain.

5. Mise en œuvre de mécanismes numériques de sauvegarde pour la responsabilité politique

Plateformes numériques de responsabilité :

Des plateformes qui suivent la mise en œuvre des politiques en temps réel, accessibles au public, peuvent être créées pour servir de mécanismes de sauvegarde. Par exemple, des tableaux de bord permettant de surveiller les progrès du développement urbain, les allocations budgétaires et les événements d'engagement communautaire peuvent être utilisés par les comités consultatifs de coalition pour identifier les problèmes avant qu'ils ne s'aggravent.

Blockchain pour des archives immuables :

La technologie blockchain peut fournir un enregistrement immuable des changements de politiques, des décisions et des retours. Cela aide à prévenir les altérations ou modifications rétroactives des documents politiques, garantissant que l'évolution des décisions de planification urbaine reste transparente.

Boucles de rétroaction numérique :

Des systèmes de retour d'information numérique en continu permettent aux membres de la communauté de donner leur avis à chaque étape de la mise en œuvre des politiques. Ces systèmes peuvent inclure des sondages, des forums de discussion et des assemblées virtuelles, où

les communautés peuvent exprimer leurs préoccupations ou donner leur avis sur des projets en cours. Ces boucles de rétroaction fermées maintiennent les politiques alignées sur les attentes du public.

6. Recommandations pour les décideurs politiques

Intégrer les artistes dans les structures de prise de décision :

Pour tirer pleinement parti de la créativité et des perspectives culturelles que les artistes apportent, les politiques devraient inclure formellement les artistes, en particulier les artistes issus de minorités culturelles, en tant qu'acteurs clés dans la planification urbaine. Cela garantirait que les espaces urbains reflètent une diversité d'expressions et de récits culturels.

Établir des comités consultatifs de coalition avec une représentation diversifiée :

Les comités consultatifs devraient inclure des artistes, des membres de la communauté, des décideurs politiques et des experts techniques pour apporter un large éventail de perspectives au processus de planification.

Mettre en œuvre des mécanismes de sauvegarde :

Utilisez des audits réguliers, des points de contrôle communautaires et des revues des politiques pour garantir que les plans urbains restent alignés avec les objectifs d'inclusion et de diversité.

Adopter des outils numériques pour une responsabilité transparente :

Des plateformes et des archives numériques devraient être établies pour permettre un suivi accessible et en temps réel de la mise en œuvre des politiques. Des outils tels que la blockchain et les boucles de rétroaction numérique devraient être utilisés pour garantir que les politiques sont responsables et continuellement améliorées.

